



SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Copenhague
Danemark
6-12 mars 1995

Attaquer
la pauvreté

Bâtir
la solidarité

Créer
des emplois



NATIONS UNIES

Pourquoi un sommet social ?

Attaquer la pauvreté

Plus d'un milliard de personnes vivent dans la pauvreté—sans emploi, sans les commodités élémentaires, sans espoir. La plupart résident dans les zones rurales d'Asie et d'Afrique, mais on peut aussi en trouver des millions dans les villes des pays industrialisés et dans le monde en développement. Comment soulager leur condition, qui affecte tout particulièrement les femmes ? Comment les pauvres peuvent-ils devenir des membres productifs de la société ?

Bâtir la solidarité

Les inégalités et la polarisation sociales sont en train de s'approfondir. Est-il possible de mettre fin à l'intolérance et au racisme ? Comment les régions déchirées par les conflits entre ethnies et nations peuvent-elles rapprocher les divers éléments de leur population ? Il est nécessaire d'élaborer une théorie et une pratique de l'intégration sociale, à partir des leçons acquises dans le monde entier.

Créer des emplois

Les emplois sont devenus si rares dans la plupart des régions du monde que les taux de chômage élevés peuvent devenir un trait permanent de l'économie moderne, contribuant ainsi à grossir les rangs des pauvres et à saper la stabilité sociale. Comment les pays peuvent-ils créer de nouveaux emplois et faire en sorte qu'ils soient non seulement nombreux, mais aussi productifs et de nature à satisfaire chacun ?

Les dirigeants et les délégations de nombreux pays entendent se mesurer à ces problèmes et dresser un programme d'action pour les résoudre, lors de leur rencontre au Sommet mondial pour le développement social, qui se tiendra en mars 1995 à Copenhague (Danemark).

"Ce sera la première fois dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies et de la Société des Nations que des chefs d'Etat et de gouvernement se réuniront afin de traiter du

développement social en tant que question prioritaire de l'ordre du jour international", a déclaré M. Juan O. Somavía, ambassadeur du Chili et président de la conférence préparatoire au Sommet.

Dans la perspective de l'Organisation des Nations Unies, qui organise le Sommet, les trois problèmes connexes de la pauvreté, du chômage et de l'intégration sociale ont quelque chose en commun, hors du fait qu'ils suscitent une préoccupation universelle : la possibilité de devoir leur solution, avec le temps, aux efforts collectifs de la communauté internationale.

"Nous avons besoin d'une conférence internationale, d'un sommet, pour que les dirigeants de toutes les nations, les institutions publiques et privées et toutes les personnes de bonne volonté puissent convenir de mobiliser leur énergie et leur intelligence afin d'atteindre des objectifs communs et de résoudre des problèmes urgents", a déclaré M. Nitin Desai, secrétaire général adjoint de l'Organisation des Nations Unies, dont le Bureau de la coordination des politiques et du développement durable accueille le secrétariat de la Conférence.

Mettre les gens d'abord

De bien des manières, selon M. Desai et d'autres personnalités, la réunion de Copenhague offre l'occasion de bâtir sur les acquis de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, le Sommet planète Terre de 1992. C'est là, à Rio de Janeiro, que plus de 150 nations se sont accordées à reconnaître que "les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable".

Les protagonistes du Sommet planète Terre sont aussi parvenus à la conclusion que l'objectif de préserver la planète pour les générations futures n'exigera rien moins que l'élimination de la pauvreté; les politiques démographiques appropriées; la renonciation aux habitudes de consommation fondées sur

Fundação Cuidar o Futuro



**Le monde se
trouve face à
“une crise sociale
et une crise
morale qui...
revêtent une
grande ampleur.”**

**— Secrétaire général
Boutros Boutros-Ghali**

le gaspillage des ressources; un système économique international ouvert et favorable, et la participation de tous les citoyens concernés, surtout les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les collectivités locales.

L'objectif ultime du Sommet social, a déclaré l'ambassadeur Somavia, est d'aider à faire en sorte que “les gens ordinaires, dans le monde entier, se sentent moins incertains du lendemain, moins menacés, moins dépourvus de dignité”.

“Il ne faut rien négliger pour conférer à l'être humain sa pleine dignité”, a-t-il déclaré. “C'est un idéal qui vaut les combats livrés pour sa défense; une valeur fondamentale qui oriente nos existences; un besoin moral des sociétés contemporaines.”

Le Sommet social de 1995, qui se tiendra l'année du cinquantième anniversaire de la fondation de l'Organisation des Nations Unies, occupe une place centrale dans la constellation des autres assemblées organisées sous le patronage des Nations Unies sur les problèmes du développement mondial. Ce sont le Sommet mondial de 1990 pour les enfants; la Conférence mondiale de 1993 sur les droits de l'homme; la Conférence internationale de 1994 sur le développement durable des petits Etats insulaires en développement; la Conférence internationale de 1994, qui se tiendra bientôt au Caire, sur la population et le développement; la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui se tiendra à Beijing en 1995; et la Conférence de 1996 sur les établissements humains.

La situation mondiale

Dans la seconde moitié du XX^e siècle, le monde a connu un progrès matériel sans précédent. Mais les bénéfices de ce progrès n'ont pas été également répartis. L'immense écart entre les nantis et les démunis s'est encore élargi de façon spectaculaire ces dernières années — entre les pays riches et les pays pauvres, entre les riches et les pauvres dans un même pays.

La persistance de la pauvreté, exacerbée par la hausse des taux de chômage dans le monde entier, a suscité des doutes quant à la probabilité d'un progrès matériel continu durant le XXI^e siècle. Cette persistance, qui se conjugue avec les répercussions écologiques d'une croissance démographique non contrôlée et d'un développement économique téméraire, a donné naissance à un sombre panorama.

“Combinées avec les avancées spectaculaires des sciences et des techniques dans des domaines tels que la biologie et la génétique, les blessures infligées à l'environnement par des systèmes de production et de consommation aveugles font que l'homme contemporain doute de l'avenir”, a déclaré M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. “Sur ce fond de vague inquiétude se greffent une crise sociale et une crise morale qui, dans beaucoup de sociétés, revêtent une grande ampleur.”

Même dans les pays les plus prospères, on ne saurait se méprendre sur les dimensions de cette crise : dans les pays développés où une personne sur dix appartenant à la population active ne peut trouver un emploi suffisamment rémunérateur, où les jeunes ne voient plus l'utilité de l'enseignement reçu, où les valeurs sociales traditionnelles sont soudain périmées et où la solidarité entre les individus et les groupes s'érode, laissant place à l'égoïsme des individus ou des groupes politiques. Dans toutes les régions du monde, ou peu s'en faut, l'insécurité augmente, produit du crime comme de l'abus et du trafic des drogues.

Les réalités de l'après-guerre froide

La fin de la guerre froide, qui a paru naguère annonciatrice de paix, a eu en réalité un effet déstabilisateur. Coupées du point d'ancrage sûr que leur ménageait la rivalité des deux superpuissances dans un monde bipolaire, de nombreuses nations ont sombré dans la violence ethnique et la guerre civile. Les individus à la

**Il faut désormais
voir dans le
développement
un aspect de
l'édification d'un
monde plus sûr et
plus pacifique
pour chacun de
ses habitants.**

recherche de meilleures conditions de vie hors de leur pays d'origine se sont trouvés victimes d'une terreur inspirée par des sentiments xénophobes.

Les pays en développement ont perdu l'influence qu'ils exerçaient jadis quand les deux camps de la guerre froide s'en disputaient la faveur, et leurs dirigeants soutiennent qu'ils ne sont pas dûment représentés à l'heure des décisions sur les problèmes commerciaux et financiers d'ampleur mondiale.

En même temps, les institutions financières internationales, et une nouvelle organisation régissant les échanges mondiaux, ont assumé un rôle accru au niveau international. Mais elles n'ont pas réussi à freiner la dégradation de l'économie dans les pays ravagés par la crise, moins encore à répartir équitablement les coûts sociaux et financiers que comporte le redressement de la situation économique au niveau national.

"Il est clair qu'avec la fin de la guerre froide un nouveau concept organisateur doit remplacer l'ancien. Ce sera le rôle joué jadis par la lutte contre le communisme, d'une part, et le capitalisme, de l'autre," a déclaré l'ambassadeur Somavia. "L'amélioration des conditions de vie et l'aménagement de la planète ne devraient-ils pas devenir le nouveau principe organisateur de la vie internationale ?"

La tendance à la mondialisation

La mondialisation, dénominateur commun de plus en plus affirmé des orientations et tendances économiques et politiques, voire des modes de comportement et des habitudes de consommation, transforme l'évolution de la société moderne.

L'interdépendance accrue des décisions économiques et financières, souvent relayées aux sociétés multinationales, a favorisé une extension rapide des marchés. Mais les bénéfices n'en sont pas également distribués, les pays en développement, par exemple, n'étant pas en mesure d'obtenir leur part de l'in-

vestissement étranger. Il faut mettre au point de nouvelles formes de coopération internationale qui permettront à tous de bénéficier des aspects positifs de la mondialisation des économies.

Il faut aussi faire face aux aspects éthiques et culturels négatifs du phénomène de la mondialisation. L'empressement des individus et des sociétés à adopter des goûts, des aspirations qui depuis peu ignorent les frontières — même s'ils restent souvent aussi superficiels que la mode vestimentaire, la nourriture ou le choix de programmes de télévision — montre combien les sociétés de la fin du XX^e siècle peuvent s'enrichir en ouvrant leurs portes à toutes les créations de l'ingéniosité humaine.

Mais l'ouverture peut aussi mener à l'homogénéisation, à la perte des valeurs traditionnelles et des modes de vie uniques, c'est-à-dire de tout caractère individuel. L'oubli de la solidarité entre les générations et des liens qui unissent les communautés peut créer un vide moral et culturel qui offre un terrain propice à l'aliénation et aux comportements délinquants.

Pour faire progresser l'intégration sociale, il faudra trouver des moyens de concilier l'ouverture et l'évolution culturelle avec le pluralisme et le respect de la tradition.

Le thème commun du développement

L'Assemblée générale a reconnu dans les questions essentielles du Sommet, à savoir la pauvreté, le chômage et l'intégration sociale, quelques-uns des graves problèmes qui se posent à la société contemporaine et qu'il est essentiel de résoudre pour rendre possible le développement humain durable. Et le développement est inséparable des objectifs de l'Organisation des Nations Unies.

"Le renforcement de la coopération internationale aux fins du développement économique et social peut contribuer notablement au renforcement de la paix et de la sécurité internationales", a déclaré l'Assemblée générale en

décembre 1992, dans sa résolution portant autorisation du Sommet social.

Dans d'autres temps et d'autres contextes, le développement — qu'il soit social, économique, culturel ou durable — aurait été simplement appelé progrès de l'humanité ou développement du genre humain, a déclaré M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'Organisation. Tous ces termes représentent des aspects différents d'un objectif et d'un processus uniques.

“Nous devons intégrer les concepts auparavant distincts de la paix et de la sécurité, d'une part, et du développement social et économique, de l'autre”, a déclaré le Secrétaire général. “Il faut désormais voir dans le développement un aspect de l'édification d'un monde plus sûr et plus pacifique pour chacun de ses habitants.”

Fundação Cuidar o Futuro

Pour plus de renseignements veuillez contacter :

Département de l'information

Bureau S-1040

Nations Unies

New York, NY 10017, USA

Fax : 212-963-4361



SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Copenhague
Danemark
6-12 mars 1995

Attaquer
la pauvreté

Bâtir
la solidarité

Créer
des emplois



NATIONS UNIES

La crise de l'emploi

La question de savoir comment réduire le chômage — tout en créant simultanément des emplois productifs et satisfaisants pour leurs titulaires — est l'un des trois problèmes fondamentaux qu'aborderont les chefs d'Etat ou de gouvernement lors du Sommet mondial pour le développement social, qui se tiendra du 6 au 12 mars 1995 à Copenhague (Danemark).

Le présent document d'information propose un aperçu général sur l'emploi productif, en tant que facteur du développement humain. Il s'inspire d'un rapport (document A/CONF.166/PC/6) adressé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au Comité préparatoire du Sommet, lors de sa première réunion tenue du 31 janvier au 11 février 1994 à New York, ainsi que du rapport de la réunion d'un Groupe d'experts accueilli par le Gouvernement suédois du 4 au 8 octobre 1993.

Un monde en crise

"Le monde souffre d'une crise sociale et d'une crise morale", a déclaré Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, dans le rapport qu'il a adressé au Comité préparatoire du Sommet mondial pour le développement social lors de sa première réunion.

Bien symptomatique de cette crise, de ce "malaise du monde contemporain", pour reprendre l'expression de M. Boutros-Ghali, est l'atmosphère d'incertitude croissante qui, a-t-il noté, pénètre pratiquement tous les domaines de la vie collective.

Sur le plan du travail, par exemple, on peut affirmer que cet état de crise existe "quand une personne sur dix d'âge économiquement actif ne peut se procurer un emploi rémunérateur, quand les jeunes ne perçoivent plus l'utilité des enseignements qu'ils reçoivent", s'agissant de s'assurer un emploi et un revenu.

L'aggravation persistante du chômage et l'augmentation des emplois faiblement productifs constituent, dans le monde entier, une menace d'importance majeure pour le développement social et une cause primordiale de pauvreté.

Le manque d'emplois productifs et satisfaisants pour leurs titulaires contribue aussi à la désintégration sociale, aux conflits et aux migrations.

Un darwinisme social?

On croyait jadis que la mondialisation des économies et des cultures se ferait au bénéfice de tous. Néanmoins, si un progrès matériel effectif a été accompli durant la seconde moitié du XXe siècle en matière de croissance annuelle par habitant, d'augmentation de l'espérance de vie et d'autres indicateurs économiques et sociaux, les bénéfices de ce progrès demeurent inégalement répartis.

Les réussites spectaculaires de certains pays industrialisés côtoient la pauvreté et l'inégalité croissantes des régions moins avancées. Au lieu d'égalisation progressive, on assiste à une polarisation, "les riches deviennent plus riches, tandis que les pauvres deviennent plus pauvres". Le Secrétaire général décrit ce phénomène comme une sorte de darwinisme social dans lequel seuls survivent les plus aptes.

On estime que 30% de la population active mondiale, qui compte 2,8 milliards de personnes, n'exercent pas d'emplois productifs; la plus grande partie résidant dans les pays en développement.

Un bien plus grand nombre, 700 millions, est classé comme sous-employé : ces personnes travaillent de longues heures, mais ne gagnent pas assez pour s'arracher, ainsi que leurs familles, à la pauvreté. Ces sous-employés constituent la majorité du 1,1 milliard de personnes vivant dans une pauvreté absolue.

Chômage des jeunes dans des pays industrialisés sélectionnés

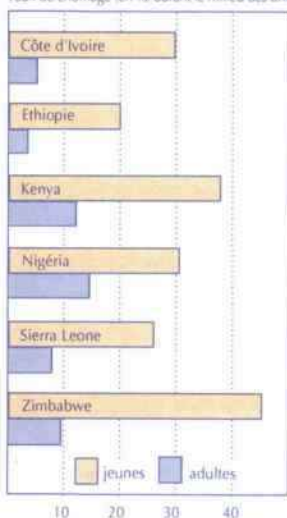
taux des jeunes (15-24) chômeurs en 1992 en %



Source : Rapport mondial sur le développement humain, 1994, PNUD, p. 207.

Taux de chômage des jeunes et des adultes dans des pays africains sélectionnés

Taux de chômage (en %) durant le milieu des années 80



Source : Rapport sur le travail mondial, 1993, OIT, p. 28.

Durant la dernière décennie, la situation de l'emploi s'est aggravée dans la plupart des régions du monde — à l'exception des zones de croissance de l'Asie de l'Est et, en partie, de l'Asie du Sud-Est —, sur le plan tant du nombre que de la qualité des postes de travail.

De nombreux pays en développement, surtout en Afrique et dans certaines parties de l'Asie et de l'Amérique latine, subissent les effets d'un arrêt virtuel de la création d'emplois, auquel s'ajoute une baisse sensible des salaires, en valeur constante, dans le secteur structuré. Les taux de chômage sont en hausse dans les pays industrialisés, ainsi qu'en Europe de l'Est et dans les pays de l'ex-Union soviétique. En même temps, bien des travailleurs, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, ont été contraints d'accepter des emplois précaires et peu sûrs.

Dans des conditions aussi primitives du point de vue social, les groupes vulnérables souffrent. Par exemple, les taux de chômage des jeunes sont souvent supérieurs à la moyenne nationale : en Amérique latine, ils dépassent 30% tandis que certains pays industrialisés accusent des taux de chômage des jeunes supérieurs à 30% (par exemple, 33% en Italie, 34% en Espagne).

Les femmes sont doublement vulnérables. D'abord, elles supportent une part disproportionnée du fardeau du chômage; ensuite, même quand elles trouvent du travail, leur rémunération est au niveau mondial de 30 à 40% inférieure à celle de leurs homologues masculins. Et beaucoup d'autres — femmes handicapées, âgées, migrantes, appartenant à des groupes autochtones ou à des tribus, ou sans emploi pendant une longue période — ne peuvent avoir accès à aucun emploi.

Une croissance sans emploi

Il y eut un temps où l'offre d'emplois excédait la demande; où presque tout diplômé d'un établissement d'enseignement supérieur, dans les pays industrialisés, pouvait choisir à son gré un emploi des plus plaisants parmi un large éventail d'offres; où le taux de chômage était infime et où les rémunérations

en valeur réelle progressaient au même pas que l'économie.

Aujourd'hui, les travailleurs connaissent le phénomène de l'évanouissement du marché du travail. Même les pays dotés de l'économie la plus vigoureuse souffrent des effets néfastes de ce qu'on a appelé une croissance sans emploi, malgré quelques zones isolées de succès dans le monde en développement.

La détresse de l'Afrique, surtout en ce qui concerne l'Afrique subsaharienne, est particulièrement pitoyable. Le taux moyen de chômage s'y établit à 20%, tandis que les salaires ont enregistré une chute continue pendant la dernière décennie. 60% de la population rurale de l'Afrique, soit 300 millions de personnes, vivent dans une pauvreté absolue, ce qui représente une augmentation de 50% entre 1988 et 1990, selon le Fonds international de développement agricole et d'autres sources.

Si on examine la crise sous l'angle de la situation propre à chacun des deux sexes, à l'heure où le chômage s'enfle comme une lame de fond, les femmes font trop souvent fonction de "pure chocs", étant marginalisées par une politique de l'emploi qui se préoccupe des profits plutôt que des personnes.

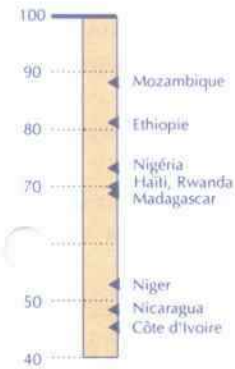
Une preuve manifeste de l'alarme partout soulevée par la hausse du chômage réside dans le fait que, pour la première fois, le Groupe des Sept (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) a consacré aux emplois l'un de ses sommets, le Sommet de Detroit (Michigan), tenu en mars 1994, et que les entretiens entre les chefs d'Etat ou de gouvernement ont inclus la participation des ministres du travail, ainsi que des ministres des finances.

A ce "Sommet de l'emploi" ont été citées des statistiques qui montrent que la crise mondiale de l'emploi est particulièrement virulente dans les pays de l'Union européenne, où la production a enregistré en 1993 une chute de 3,5% du fait du chômage, de l'insuffisance des prestations individuelles et de l'absence d'incitations face à la concurrence.

Les données statistiques portant sur deux décennies révèlent que, depuis 1970, les Etats-

La baisse du revenu menace la sécurité humaine

PNB par habitant en 1991 en pourcentage de celui des années 80



Source : Rapport mondial sur le développement humain, 1994, PNUD, p. 27.

Unis ont créé 41 millions de nouveaux emplois et l'Europe seulement 8 millions.

Les signes de détresse se lisent partout, dans un paysage dominé par la récession et l'accumulation des dettes. En Espagne, le boom des années 80 a fait place à un taux de chômage qui a récemment atteint 24,5%, le plus élevé d'Europe. Au Royaume-Uni, la proportion de la population dont le revenu est inférieur à la moyenne nationale a doublé de 1961 à 1991, atteignant 20%. En Finlande, le taux de chômage atteignait jusqu'à 20% au début des années 90, contre 3% environ au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Bien des théories sont proposées pour rendre compte de la situation en Europe. Selon l'*Europa Times*, les pays du continent pourraient n'avoir qu'eux-mêmes à blâmer; la crise du chômage résulterait "de salaires artificiellement élevés, de prestations complémentaires trop généreuses et d'impôts prohibitifs sur la masse des salaires", qui ont ruiné le marché de l'emploi.

Mais l'Europe n'est pas l'unique victime. Dans le monde entier, divers pays connaissent des crises d'ampleur sans précédent : de l'Afghanistan à l'Émir du Myanmar, du Mozambique, du Zaïre au Soudan et de l'Iraq à l'Angola (les pays susmentionnés font l'objet d'études spéciales dans le *Rapport mondial sur l'environnement humain de 1994*, menées pour le compte du Programme des Nations Unies pour le développement).

Le phénomène de l'aggravation du chômage tient à de multiples raisons. On se bornera à en citer deux parmi les plus évidentes :

- ♦ La population est trop nombreuse, du fait d'une explosion démographique mondiale qui créera une demande d'un milliard de nouveaux emplois dans les dix prochaines années;

- ♦ Il y a trop peu d'occupations à forte intensité de main d'œuvre, de sorte que les sociétés à technologie avancée deviennent victimes de leur propre succès.

Insécurité et exclusion

Les résultats de la crise se traduisent par un sentiment très répandu d'insécurité, d'exclusion et de désintégration sociales qui pose de graves problèmes aux sociétés contemporaines.

Il ne s'agit pas seulement d'une aggravation de l'insécurité, dans le contexte militaire et territorial traditionnel, à l'intérieur des pays et entre pays limitrophes. Il faut aussi compter aujourd'hui avec une variété nouvelle, plus subtile d'insécurité qui procède de facteurs économiques.

Par exemple, les chômeurs permanents, les jeunes qui sont incapables de trouver un emploi et les migrants, qui craignent d'être expulsés et dont les droits ne sont pas reconnus, vivent dans un état permanent d'anxiété vu l'incertitude de leur avenir. De telles conditions ne sont guère favorables à l'harmonie sociale et au sentiment de bien-être, sans lesquels il ne peut y avoir de développement social.

Chômage et criminalité

La conjonction de la crise économique et d'un taux de chômage de plus en plus élevé ont contribué à une aggravation marquée de la criminalité qui, à mesure que les options licites se dérobent, est de plus en plus perçue comme "l'unique moyen de survivre".

Le chômage en expansion rapide, où pullulent les migrants économiques sans emploi, sont des bouillons de culture particulièrement favorables à la criminalité. Les problèmes qui se posent procèdent de plusieurs facteurs: bouleversements économiques, effondrement des infrastructures, urbanisation sauvage, changement social rapide.

L'Europe durement éprouvée par la récession, avec ses frontières depuis peu largement ouvertes, est particulièrement vulnérable au chômage comme à la criminalité. La réinsertion des profits illicites dans le circuit monétaire, le trafic des drogues et le commerce des armes à feu menacent des capitales cosmopolites comme Londres, Berlin ou Bruxelles; et Europol a annoncé que la vague de criminalité ne pourrait être endiguée que si le climat économique de l'Europe s'améliorait.

Une crise nerveuse collective?

Si certains symptômes sont externes, comme la criminalité, d'autres sont internes, invisibles, dissimulés dans la psyché des indi-

Chômage à long terme (plus de 12 mois)

en % du chômage total, 1991-1992.



Source : Rapport mondial sur le développement humain, 1994, PNUD, p. 207.



vidus qui ne peuvent plus compter sur leur profession pour définir leur valeur individuelle ou leur place dans la société. A mesure qu'elle s'étend, la contagion de la "croissance sans emploi" introduit un sentiment d'isolement, d'exclusion sociale et d'incertitude.

Tous ces symptômes de sociétés dysfonctionnelles se renforcent les uns les autres et ont produit, pour reprendre l'expression du représentant d'une organisation non gouvernementale à la première réunion du Comité préparatoire, un monde en proie à une "crise nerveuse collective".

Sur ce fond de tensions toujours plus vives, on ne saurait douter de la nécessité pour les Etats d'aborder la question de l'emploi au Sommet social. Le coût de l'inaction politique, à croire de nombreux experts, serait probablement des plus élevés.

Le droit au travail

"Toute personne a droit au travail, au libre choix de son travail, à des conditions équitables et satisfaisantes de travail et à la protection contre le chômage"

de la Déclaration universelle des droits de l'homme

La Déclaration universelle des droits de l'homme date de 1948. Pourtant, certains de ses concepts demeurent révolutionnaires même aujourd'hui. Si la plupart des membres des sociétés civilisées souscrivent sans hésitation au "droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne" pour tout individu (article 3), le "droit au travail" peut sembler contradictoire dans les termes. Le mot "travail" évoque souvent une image de routine quotidienne, de privations, voire de servitude. Comment devrait-on alors le présenter comme un droit?

Le travail se transforme en un droit et en un privilège dès l'instant où il est lié aux compensations qui permettent d'entretenir et d'embellir l'existence individuelle; aux conditions qui garantissent, selon les termes de la Déclaration, "une existence conforme à la dignité humaine..."; à "un niveau de vie suffisant pour assurer [la] santé, [le] bien-être..., notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement,

les soins médicaux, ainsi que pour les services sociaux nécessaires...".

Les objectifs du Sommet social

Le Sommet social a pour premier objectif de convertir une noble rhétorique en réalité concrète; il abordera les trois questions essentielles ci-après :

- ♦ Réduction et élimination de la pauvreté endémique;
- ♦ Emploi productif et réduction du chômage;
- ♦ Intégration sociale.

Comme l'a noté le Secrétaire général, M. Boutros-Ghali, ces trois questions sont indissociables les unes des autres dans le contexte de certaines valeurs, surtout la justice sociale et la démocratie; le trait commun réside dans "leur importance cruciale pour le développement des individus et des sociétés".

Nous commençons à apercevoir que la sécurité du territoire ne garantit pas celles des humains qui l'habitent. Le PNB et la croissance économique ne sont pas non plus des atouts suffisants. Et la viabilité écologique n'est pas une fin en soi. Bien plutôt, ce sont les humains — tous les nationaux de tous les pays — qu'il faut placer au centre des stratégies de développement, le souci d'assurer leur bien-être étant primordial dans la perspective d'objectifs économiques plus étroitement centrés.

Cet engagement aux niveaux local, national, régional et international embrasse jusqu'aux éléments les plus périphériques, les groupes socialement marginalisés et désavantagés et ceux des pays les moins avancés, qui ont peut-être besoin plus que les autres de protection juridique, de protection sociale effective, d'éducation, de formation et de moyens d'existence dignes de ce nom.

Dans sa résolution 47/92 du 16 décembre 1992, qui a trait à la convocation d'un Sommet mondial pour le développement social, l'Assemblée générale identifie onze objectifs principaux qui visent à donner substance à l'article 55 de la Charte, lequel invite les Nations Unies à favoriser "le relèvement des niveaux de vie, le plein emploi et des conditions de progrès et de

“On ne saurait poursuivre un objectif de développement social dans une économie stagnante, fortement inflationniste, ou très instable.”

**Le Secrétaire général,
Boutros Boutros-Ghali**

développement dans l'ordre économique et social”.

“Créer la Charte” est l'objet véritable du Sommet social : à savoir créer dans la vie réelle des conditions propres à assurer le développement humain durable et s'acquitter jusqu'à leur terme des engagements pris aux fins de ce développement. Il y a toutefois une condition préalable à la réalisation de cet objectif : un environnement économique qui le nourrisse.

Un “environnement porteur”

Aux termes du rapport du Secrétaire général, “on ne saurait poursuivre un objectif de développement social dans une économie stagnante, fortement inflationniste, ou très instable. De plus, compte tenu de l'interdépendance croissante entre pays, l'environnement économique international doit être de nature à promouvoir l'emploi et la réduction de la pauvreté.”

Au lieu de considérer les sans emploi uniquement sous l'angle de la protection sociale, il est nécessaire de formuler des politiques économiques susceptibles de créer des emplois rémunérateurs. Les pays donateurs et les institutions financières doivent réexaminer les coûts sociaux de l'ajustement structurel et trouver les moyens de soutenir des projets à long terme et à fort coefficient de main-d'œuvre.

A mesure que l'interdépendance économique de tous les pays s'affirme davantage, il faut concevoir le développement des emplois productifs dans un nouveau contexte mondial, les efforts tendant au niveau national à élargir l'accès au marché des produits à fort coefficient de main-d'œuvre.

Des emplois productifs

S'il n'y a pas de “recette pour la confection d'une culture où dynamisme, tolérance et compassion marcheraient à l'unisson”, “le plein emploi et la création d'emplois productifs constituent l'arme la plus efficace de lutte contre la pauvreté”.

Telle était l'une des conclusions atteintes par les experts de plusieurs pays (Bangladesh, Ethiopie, France, Nigéria, Pérou et Pologne) qui

se sont réunis du 4 au 8 octobre 1993 à Saltsjobaden (Suède) avec des représentants de l'Organisation internationale du Travail et de la Banque mondiale afin d'examiner la question de l'emploi dans le cadre des préparatifs du Sommet mondial pour le développement social.

Ces experts ont conclu que les sociétés possèdent les connaissances et les moyens nécessaires pour surmonter la crise du chômage, en faisant usage d'une “stratégie de coopération à base de responsabilité nationale prenant appui sur la solidarité internationale”.

“Il n'est pour cela, ont-ils écrit dans leur rapport, pas de meilleur contexte qu'un environnement international caractérisé par la libre circulation de l'investissement, la liberté des échanges, l'inversion, de la part des pays industrialisés, d'une tendance récente au protectionnisme dirigée contre les pays en développement et l'institution d'un nouveau système d'aide internationale auquel les pays développés contribueraient selon leurs moyens et où l'aide serait distribuée en fonction des critères de besoin et d'efficacité.”

Mais la réalisation de tels objectifs, selon la mise en garde des experts, exigera “un niveau de coopération internationale rarement constaté dans le récent passé”.

Le Secrétaire général cerne dans son rapport trois orientations fondamentales de l'action, tant nationale qu'internationale, visant à développer les emplois productifs :

- ◆ Rendre possibles des taux plus élevés de croissance économique;
- ◆ Veiller à ce que la croissance crée des emplois;
- ◆ Assurer l'équilibre entre la quantité et la qualité des emplois.

Tant le Groupe d'experts sur le développement des emplois productifs que le Secrétaire général, dans son rapport, proposent certaines approches, au nombre desquelles :

◆ **Créer des possibilités** : On s'accorde à penser que les emplois de demain seront offerts principalement par de petites ou moyennes entreprises privées ou de type coopératif, qui doivent disposer de possibilités et d'incitations dans un climat de soutien gouvernemental, afin

de pouvoir grandir librement dans un marché concurrentiel.

♦ **Encourager les investissements** : Il faut encourager les établissements commerciaux ou industriels, surtout les petites et moyennes entreprises, en simplifiant les réglementations et les procédures et en facilitant l'accès au crédit, aux marchés, à la formation, etc. Il faut aussi accorder un soutien plus large aux micro-entreprises du "secteur non structuré" jusqu'à présent le plus souvent négligé, unique source de subsistance pour environ 300 millions de personnes dans le monde entier.

♦ **Susciter une croissance porteuse** : Les interventions gouvernementales propres à susciter une croissance porteuse doivent viser les points suivants : cadre juridique approprié et politique fiscale saine; code de l'investissement clairement énoncé et climat favorable aux investisseurs; législation du travail non discriminatoire; et mise en place de l'infrastructure voulue. Un tel environnement est particulièrement nécessaire dans les pays en développement, où la grande majorité des travailleurs se trouve occuper des emplois précaires et d'une productivité marginale.

♦ **Veiller à ce que la croissance crée des emplois** : La création d'emplois est le résultat d'une complexe interaction entre l'offre et la demande, qui ignore de plus en plus les frontières politiques. S'il n'y a pas de remède miracle à la "croissance sans emploi", le régime fiscal et le mode d'affectation des dépenses peuvent, dans certaines conditions, promouvoir la création d'emplois et stimuler la croissance de l'emploi.

♦ **S'adapter au monde extérieur** : Les pays nouvellement industrialisés doivent adopter une stratégie d'industrialisation orientée vers l'exportation afin de catalyser la croissance de l'emploi. L'expérience des pays d'Asie de l'Est confirme qu'il est rentable d'investir dans une main-d'œuvre éduquée, et utile de diversifier les exportations et de s'adapter en permanence à la conjoncture changeante du marché mondial. Les gouvernements ont souvent joué un rôle actif dans la transformation économique de ces pays.

♦ **Soutenir le secteur des services**:

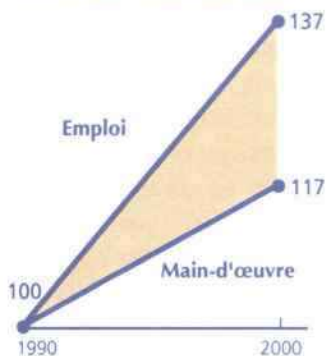
Exactement comme l'activité s'est déplacée de l'agriculture vers l'industrie, le signe propre des sociétés postindustrielles a été l'apparition d'un secteur des services dynamique. Bien que l'évolution de la technologie puisse avoir exercé un effet sur le déplacement de la main-d'œuvre et/ou sur l'abaissement des salaires, d'autres facteurs contribuent à l'augmentation du nombre des emplois dans le secteur des services : a) création d'emplois additionnels due aux mesures de protection de l'environnement, aux soins de santé et aux services personnels pour personnes âgées, et à l'extension du marché des voyages et des loisirs; b) hausse de la productivité/des rémunérations dans de nombreux emplois du secteur des services; et c) réembauche et/ou création de nouveaux emplois grâce à la fin de la récession.

♦ **Améliorer le fonctionnement des marchés du travail** : Le "bien-être" du travailleur se définit avant tout par l'obtention d'un emploi et par la sécurité de l'emploi. Côté emploi, une politique active du marché du travail doit comprendre la promotion du travail indépendant et des programmes de soutien aux petites entreprises; des projets de travaux publics; et des activités de développement communautaire créatrices d'emplois. Côté revenu, les gouvernements et le secteur privé doivent soutenir la formation et le recyclage, l'assistance à la mobilité géographique de l'emploi, des services d'aide et de soutien (par exemple, ouverture de garderies d'enfants, logement et transports).

♦ **Investir dans l'éducation** : Il y a des preuves absolument certaines que l'éducation est un investissement rentable. Non moins rentable est l'investissement dans la formation professionnelle et l'apprentissage, ainsi que dans la formation organisée par l'entreprise, qui aide à perfectionner le personnel et permet aux employés comme à l'administration de s'adapter rapidement à l'évolution des impératifs technologiques.

♦ **Protéger les groupes vulnérables**: Comme on l'a signalé plus haut, les jeunes, les femmes, les handicapés, les personnes âgées,

Le surplus prévu des emplois en Asie de l'Est et du Sud-Est



Le surplus des emplois de l'Asie de l'Est et du Sud-Est contraste avec les hauts taux de chômage dans le reste du monde.

Source : Rapport mondial sur le développement humain, 1993, PNUD, p.41.

Solidarité : renforcement des politiques économiques par le biais du développement humain.

Compte tenu des incidences de la mondialisation de l'économie sur la quantité, la qualité et la répartition des emplois, il faut

que les travailleurs et les employeurs établissent de concert un équilibre entre la souplesse du marché du travail et la sécurité de l'emploi, dans le cadre d'un partenariat s'exerçant au profit tant des individus que de la société.

Fundação Cuidar o Futuro



**SOMMET
MONDIAL
POUR LE
DÉVELOPPEMENT
SOCIAL**

Copenhague
Danemark
6-12 mars 1995

**Attaquer
la pauvreté**

**Bâtir
la solidarité**

**Créer
des emplois**



NATIONS UNIES

Fiche récapitulative 1

L'emploi dans le monde

La situation

La population active dans le monde : Elle comprend 2,8 milliards de personnes, sur une population mondiale qui atteint 5,3 milliards en 1994. Sur ces 2,8 milliards de personnes, on estime le nombre des sans-emploi à 120 millions.

Le creusement de l'écart entre les revenus : Le revenu annuel par habitant est de 20,000 dollars dans les pays de l'OCDE, contre 500 dollars dans les pays les moins avancés.

Les 20 % se situant en haut de l'échelle des revenus reçoivent 83 % du revenu mondial, contre 1,5 % pour les 20 % se situant en bas de cette échelle.

Faits relatifs à l'emploi : Environ 30 % de la population active — soit plus de 800 millions de personnes — n'exercent pas d'emplois productifs; cela signifie qu'ils recherchent en vain un emploi ou qu'ils sont sous-employés, ayant des emplois qui ne leur permettent pas de gagner de quoi subsister. La catégorie des sous-employés comprend 700 millions de personnes. Ces deux groupes constituent ensemble la majorité du 1,1 milliard de personnes qui vivent dans une pauvreté absolue.

♦ **Pays industrialisés :** Dans les 24 principaux pays industrialisés, une personne sur dix est réduite au chômage.

♦ **Pays en développement :** 60 % de la population des pays les moins avancés vivent dans les zones rurales, et l'agriculture fournit le plus gros de leurs moyens de subsistance.

Bien que les cours des cultures d'exportation aient sensiblement diminué ces dernières années, l'agriculture, en tant que secteur dominant de l'économie, emploie la masse de la population active et représente en moyenne 40 % du produit national brut.

♦ **Travailleurs subsistant au jour le jour :** Environ 300 millions de personnes, pour la plupart des femmes vivant dans les pays en développement, subsistent péniblement de leur travail dans le "secteur non structuré", cela sans aucune sorte de sécurité sociale, d'assurance, de prestations de maladie ou de retraite.

♦ **Migration internationale :** La peur grandissante du chômage a conduit un certain nombre des principaux pays d'immigration à limiter encore davantage le flux des migrants ayant une activité économique — 30 à 35 millions — soit 1,3 % de la population active mondiale.

La crise de la dette : La dette extérieure des pays en développement a presque doublé durant la dernière décennie, atteignant en 1992 1,400 milliards de dollars, ce qui entraîne un arrêt du développement et une aggravation du chômage.

Les tendances

Dans la plupart des pays du monde, les taux de chômage et de sous-emploi augmentent rapidement.

♦ **Pays industrialisés :** Il est prévu que le taux moyen de chômage atteindra dans les pays industrialisés 8,6 % en 1994; ce taux serait de 12 % en Europe de l'Ouest et pourrait atteindre 15 % en Europe de l'Est.

♦ **Afrique :** Sous l'effet de deux décennies de crise économique, le taux moyen de chômage dans les villes de l'Afrique subsaharienne est de 20 % environ, tandis que le secteur non structuré, particulièrement vulnérable, groupe environ 60 % de la population active en milieu urbain; dans les zones rurales, le sous-emploi touche bien plus de la moitié de la population active.

♦ **Afrique du Nord et Moyen-Orient :** Le taux de chômage y est compris entre 10 et 20 %, les jeunes étant les plus touchés.

♦ **Amérique latine :** Malgré des politiques rigoureuses d'ajustement structurel, le taux de chômage en milieu urbain a de nouveau atteint le taux de 7 %, soit le même qu'en 1980.

♦ **Asie de l'Est et du Sud-Est :** La moitié du 1,1 milliard de pauvres que compte le monde vit en Asie du Sud, tandis que l'Asie de l'Est en dénombre de son côté 15 %.

Source: Le Sommet mondial pour le développement social; Vue d'ensemble; Rapport du Secrétaire général (A/CONF.166/PC/6), 4 janvier 1994.



SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Copenhague
Danemark
6-12 mars 1995

Attaquer
la pauvreté

Bâtir
la solidarité

Créer
des emplois



NATIONS UNIES

Attaquer la pauvreté

La réduction et l'élimination de la pauvreté — objectif implicite de la Charte des Nations Unies de 1945 — constituent l'un des trois thèmes essentiels que doivent aborder les chefs d'Etat et de gouvernement lors du Sommet mondial pour le développement humain, qui se tiendra du 6 au 12 mars 1995 à Copenhague (Danemark).

Ce document de portée générale offre un panorama du problème et examine la gamme des approches examinées avant la tenue du Sommet social. Il emprunte à diverses sources, notamment au rapport adressé par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au Comité préparatoire du Sommet, lors de sa première session, tenue à New York du 31 janvier au 11 février 1994.

Un défi au développement

Le demi-siècle qui s'est écoulé depuis la fondation de l'Organisation des Nations Unies a été une période enivrante pour le monde entier, mais aussi une ère de désespoir croissant pour des centaines de millions d'êtres humains.

Au milieu d'un progrès matériel sans précédent, la misère humaine a atteint des proportions inimaginables.

Progressant du même pas que la prospérité, la pauvreté est devenue un phénomène mondial.

"La pauvreté absolue, la faim, la maladie et l'analphabétisme affectent un cinquième de la population mondiale", a déclaré Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. "La tâche la plus urgente consiste donc à s'attaquer aux causes et aux symptômes de ces fléaux."

Les symptômes fondamentaux

Les données de base concernant la pauvreté sont les suivantes :

- ♦ La pauvreté touche les individus et les familles dans toutes les parties du monde, bien que la majorité des plus démunis — 1,3 milliard de personnes au total — vit dans le monde en développement, où ils représentent un tiers de la population.

- ♦ La pauvreté s'est aggravée ces dernières années, en chiffres relatifs aussi bien qu'absolus, en Afrique, en Amérique latine et dans les pays industrialisés, tandis qu'elle reculait en Asie.

- ♦ Son impact est le plus fort sur les femmes, puis les personnes âgées et les enfants.

Le Sommet social mondial

"La lutte contre la pauvreté est partie intégrante du concept de progrès social tel qu'il s'est développé

sur les plans intellectuel et politique dans la culture mondiale, notamment depuis la fin du XVIII^e siècle", a noté le Secrétaire général.

Cette longue et honorable tradition marquera une nouvelle étape avec le Sommet mondial pour le développement social de 1995, dont l'Assemblée générale a autorisé la tenue en décembre 1992.

Le Sommet de Copenhague, l'une de la remarquable série de conférences patronnées par les Nations Unies sur le thème du développement, sollicitera des engagements, aux niveaux international et national, tendant à atténuer et, en fin de compte, à éliminer la pauvreté dans le monde entier.

Les États examineront ce thème dans le contexte de deux autres thèmes essentiels connexes : le chômage et la désintégration sociale. Il ne saurait y avoir de développement social si des solutions ne leur sont apportées au préalable.

"La création d'un plus grand nombre d'emplois productifs est indispensable à l'atténuation et à la réduction de la pauvreté et au renforcement de l'intégration sociale", a déclaré le Secrétaire général dans son rapport.

La nature du problème

Les plus démunis, au nombre de 1,3 milliard, vivent dans des conditions que Robert S. McNamara, président de la Banque mondiale de 1968 à 1981, a définies en 1978 comme "si limitées par la malnutrition, l'analphabétisme, la maladie, la sordidité du milieu d'existence, les taux élevés de mortalité infantile et la faible espérance de vie qu'elles se situent au-dessous de toute définition raisonnable de ce qu'un être humain peut accepter".

Un milliard et demi de pauvres ne disposent pas de sources d'eau potable ni d'accès aux moyens d'assainissement. La plupart ne mangent pas à leur faim.

**Plus de 70 %
des pauvres du
monde entier sont
des femmes**

Ils sont particulièrement vulnérables aux catastrophes naturelles telles que la sécheresse, les inondations et les tempêtes, n'ayant qu'une marge insignifiante ou inexistante de survie une fois que leur logement, leurs biens personnels et leurs moyens de production sont anéantis.

Sur une population active mondiale de 2,8 milliards, 120 millions de personnes sont considérées victimes d'un "chômage déclaré" : elles recherchent activement un emploi, mais sans résultat.

La vaste majorité des plus démunis, 700 millions de personnes, répond à la définition ci-après : sous-employés, travaillant de longues heures, souvent à des métiers épuisants qui sont loin de couvrir leurs besoins fondamentaux. Ils se recrutent en nombre toujours plus grand parmi les femmes.

La plus part des pauvres, soit environ la moitié du total, gagnent misérablement leur existence dans les pays de l'Asie du Sud.

Un quart vivent en Asie de l'Est.

80 % des pauvres du monde entier vivent dans les zones rurales, dont la grande majorité en Asie et en Afrique. Mais les pauvres des zones rurales sont pour la plupart des paysans sans terre, ou bien dont les parcelles sont trop exigües pour leur assurer un revenu suffisant.

L'extrême pauvreté est concentrée surtout en Afrique, plus particulièrement dans le groupe de pays situés au sud du désert du Sahara, qui comptent environ 16 % des pauvres du monde entier, mais pas moins de la moitié de l'ensemble de la population africaine vit au-dessous du seuil de pauvreté.

Pauvreté et abondance

La pauvreté fait aussi des progrès sensibles dans les pays riches en proie à la récession.

Tant aux Etats-Unis que dans les 12 pays de l'Union européenne, près de 15 % de la population vivent au-dessous du seuil de pauvreté.

Au cours des dix dernières années, le nombre d'emplois dans les pays industrialisés a diminué à un taux équivalant à la moitié de la croissance du PIB.

Ce phénomène, qui est connu sous le nom de "croissance sans emploi", auquel s'ajoute l'effet de la réduction des prestations sociales et de chômage imposée par l'austérité budgétaire, a gonflé les rangs des sans-emploi et rendu plus fragiles les filets de sécurité, surtout pour les secteurs les plus vulnérables de la population : femmes, jeunes, personnes âgées, handicapés.

Les effectifs et les visages des pauvres des zones urbaines rendent immédiatement sensible le caractère dramatique de cette situation.

"Près de 250 000 New Yorkais — plus de 3 % de la population de la ville et plus de 8 % des enfants noirs — ont séjourné dans des asiles au cours des cinq dernières années", selon le *Rapport sur le développement humain, 1994*, étude annuelle menée pour le compte du Programme des Nations Unies pour le développement. "Londres compte environ 400 000 sans-logis inscrits. La France en compte plus de 500 000, dont près de 10 000 à Paris."

Mais, selon le *Rapport*, la situation est pire encore dans les pays en développement. "A Calcutta, à Dhaka et à Mexico, plus de 25 % des habitants constituent ce qu'on nomme parfois une population flottante".

Pauvreté et genre

Les femmes souffrent plus que leur part des problèmes sociaux et culturels et du sous-développement. Un nombre croissant d'entre elles, tant dans les pays développés que dans les pays en développement, subissent les assauts cycliques de la pauvreté.

Plus de 70 % des pauvres du monde entier sont des femmes, suivies de près par les personnes âgées. "Ce sont elles aussi qui, dans les situations de misère, de pauvreté et de désintégration des structures sociales, sacrifient leur confort et parfois leur vie pour maintenir leur famille", a déclaré le Secrétaire général.

Ce qu'on nomme la féminisation de la pauvreté résulte d'un délit démographique impossible à tourner : puisqu'elles contrôlent moins de ressources, possèdent une part considérablement plus réduite des avoirs et perçoivent des revenus plus faibles, les femmes sont plus pauvres que les hommes.

En fait, les hommes connaissent un lot généralement plus favorable que celui des femmes, à en juger d'après tous les indicateurs socio-économiques, ou peu s'en faut, à l'exception de l'espérance de vie.

Le *Rapport sur le développement humain, 1994* a établi que dans les pays industrialisés la discrimination sexuelle se traduit généralement sur le plan de l'emploi et des rémunérations, les femmes obtenant moins des deux tiers des possibilités d'emploi et environ la moitié de la rémunération des hommes.

"Dans les pays en développement", est-il noté dans le *Rapport*, "la discrimination est plus étendue. Elle se manifeste non seulement dans l'emploi, mais aussi dans l'éducation, le soutien nutritionnel et les soins de santé."

Les enfants aussi souffrent plus que leur part. Ils sont contraints à travailler dès un jeune âge et subissent de multiples atteintes (qualité de la nutrition, accès à l'éducation, risque de contracter des maladies).

“Le travail des enfants et leur appauvrissement ne sont pas uniquement un phénomène urbain”, a dit le Secrétaire général. “On en trouve certains des pires exemples dans les zones rurales, mais du fait de la multiplication et de l’encombrement des bidonvilles et des taudis urbains, et de la situation dramatique des enfants des rues dans les grandes villes, on connaît mieux désormais les effets de la pauvreté sur les enfants.”

“Les enfants des taudis sont souvent les plus exposés aux risques de la pauvreté urbaine,” a-t-il ajouté, “et ont des taux de morbidité et de mortalité souvent trois ou quatre fois plus élevés que ceux de la moyenne des enfants de leur âge.”

De bonnes et de mauvaises nouvelles

On utilise divers indicateurs pour évaluer le degré de pauvreté, et le désaccord règne sur la question de savoir si la pauvreté progresse ou recule à l’échelle mondiale, par opposition à l’échelle régionale.

Mais les experts sont unanimes à penser que la proportion des pauvres dans le monde a sensiblement diminué au cours des dernières décennies.

“Les dernières vingt-cinq années ont vu des progrès remarquables dans le monde en développement”, a déclaré David P. Preston, président de la Banque mondiale. “Les revenus par habitant des pays les plus pauvres ont doublé. L’espérance de vie a augmenté de dix ans. Les taux de mortalité infantile ont baissé de près de moitié. Et, avec le progrès des taux d’immunisation, les taux de mortalité infantile ont diminué.”

Alors que près de 70 % des êtres humains vivaient dans des conditions effroyables en 1960, ce n’était plus le cas que de 32 % en 1992, selon le *Rapport sur le développement humain, 1994*.

Selon le *Rapport*, “la proportion de la population mondiale qui bénéficie de niveaux de développement humain assez satisfaisants (c.-à-d. supérieurs à un indice de développement humain de 0,6) est passée de 25 % en 1960 à 60 % en 1992”.

De plus, le nombre tant absolu que relatif des pauvres a diminué dans de nombreux pays de l’Asie de l’Est et du Sud-Est.

Le revers de ces statistiques est que l’amélioration s’est ralentie et que le nombre absolu de pauvres a en fait augmenté, surtout en Afrique, où la croissance économique a accusé depuis 1980 un retard considérable sur la croissance démographique.

D’après une évaluation de la Banque mondiale, si la croissance économique reste faible et si les ten-

dances récentes persistent en matière de pauvreté, le monde en développement pourrait compter 200 millions de pauvres de plus en l’an 2000.

La pauvreté s’est aussi sensiblement aggravée en Europe de l’Est. Mais, selon les experts, il est encore impossible de dire s’il s’agit d’une phase momentanée, en attendant une reprise du développement économique et social, ou d’une tendance à plus long terme.

“Globalement, les données disponibles suggèrent que l’écart entre les 20 % de la population mondiale se situant en bas de l’échelle des revenus et les 20 % en haut de cette échelle s’accroît”, a noté le secrétaire général Boutros-Ghali.

“Cet écart est passé de 1 à 20 en 1960 à 1 à 60 en 1990. En d’autres termes, actuellement, les premiers recevraient 83 % du revenu mondial, alors que les seconds n’en obtiendraient que 1,5 %.”

Pauvreté et population

L’incapacité de la communauté internationale à enrayer la marée montante de la pauvreté dans le monde tient à de nombreuses raisons.

L’une est la rapidité de l’accroissement démographique.

La population mondiale, qui se chiffrera à 5,6 milliards à la fin de 1994, augmente à raison de 90 millions par an. Si le taux d’accroissement a ralenti, il y aura néanmoins selon des évaluations plausibles 6,2 milliards d’êtres humains en l’an 2000 et de 7,8 à 12,5 milliards en l’an 2050.

Dans les pays en développement, le taux annuel de croissance démographique, qui est actuellement de 1,94 %, “rend très difficile d’élever les niveaux de vie et de réduire la pauvreté”, a noté le Secrétaire général Boutros-Ghali.

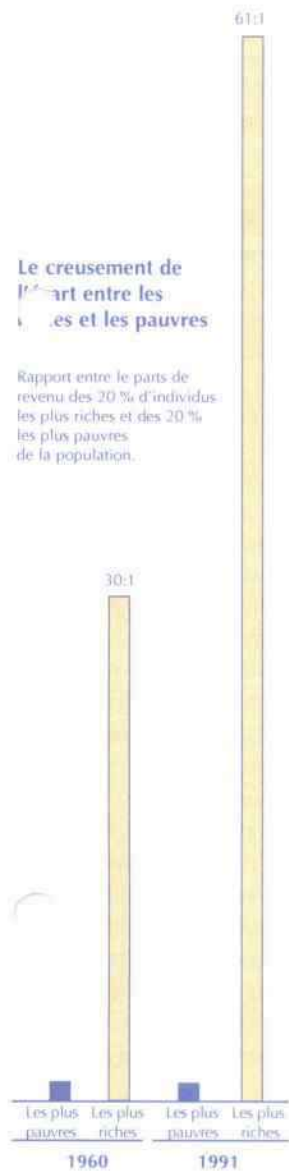
On craint de plus en plus que les effets conjugués de la pauvreté, de l’accroissement démographique, de l’inégalité économique et sociale et des habitudes de gaspillage ne menacent gravement les ressources de base dont les générations futures auront besoin pour leur survie et leur bien-être.

L’intensité et la rapidité de l’accroissement démographique dans les villes — où les pauvres, qui souvent ont fui les privations des zones rurales, s’agglutinent en quartiers de taudis immenses et ravagés par la maladie — ont remis en question les hypothèses anciennes sur la consommation et le développement.

Dès maintenant, 51 % de la population mondiale vivent dans les villes; 77 % dans le Nord industrialisé et 72 % en Amérique latine.

Le creusement de l'écart entre les riches et les pauvres

Rapport entre le parts de revenu des 20 % d'individus les plus riches et des 20 % les plus pauvres de la population.

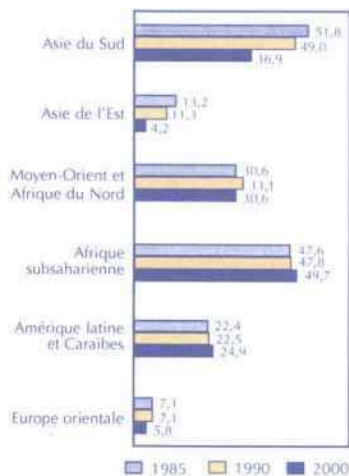


Source: Rapport mondial sur le développement humain, 1994, p. 37.



La pauvreté dans le monde en développement (1985-2000)

Pourcentage de la population en deçà du seuil de pauvreté



Source: Le Courrier (UNESCO) No. 143, p. 79.

“Les villes et les grandes cités, sources d’activité économique, d’innovation, de liberté et de culture, sont aujourd’hui souvent minées par des problèmes de congestion, d’insuffisance des services publics et d’insécurité”, a observé le Secrétaire général.

A première vue, la situation apparaît sombre, spécialement si on la considère sur le plan de la simple logique.

“Sur les 90 millions de nouveaux êtres humains qui vont s’ajouter cette année à la population de la planète”, a dit le philosophe Holmes Rolston 3d, “85 millions verront le jour dans les pays les moins capables de les nourrir.”

“Même si la richesse était répartie équitablement”, soutient le professeur Rolston, “il serait illogique d’admettre que la population du globe pourrait continuer d’augmenter à pas de géant sans qu’il en résulte une pauvreté grandissante. Il sera nécessaire de partager le gâteau en parts de plus en plus petites à mesure que la population augmente.”

D’autres experts soutiennent qu’il est trop tôt pour former des hypothèses.

“Nous ne savons pas quelles seront les préférences de la prochaine génération en matière de consommation”, selon une mise en garde des auteurs du *Rapport sur le développement humain, 1994*.

“Nous ne pouvons pas non plus prévoir quels seront les futurs accroissements de population qui exigeraient peut-être davantage de fonds pour que les mêmes possibilités continuent d’être offertes à chacun. Il est également difficile de prévoir les avances technologiques décisives qui permettraient éventuellement de réduire les montants nécessaires pour assurer le même niveau de bien-être.”

La décennie perdue

En dehors de l’accroissement démographique, l’échec de nombreux Etats à réformer leurs systèmes économique et politique explique aussi pour une part la persistance de l’extrême pauvreté.

De plus, le montant de l’aide étrangère a stagné depuis le milieu des années 80. Et la dette étrangère s’est accumulée à concurrence de 1,2 milliard de dollars, annihilant les recettes et sapant la capacité d’emprunt des pays à faible revenu. Les 950 milliards de dollars consacrés aux dépenses militaires, rien qu’en 1990, ont constitué le plus lourd prélèvement sur les ressources, selon un rapport du Worldwatch Institute.

De nombreuses autorités font remonter la résurgence de la pauvreté au niveau de certaines régions, notamment l’Afrique, à la stagnation dont l’économie mondiale a commencé de souffrir durant la

crise pétrolière des années 70 et qui s’est prolongée dans les années 80, la “décennie perdue” du développement.

“Durant cette décennie, les tendances favorables qui s’étaient fait jour dans le monde préindustriel en matière de développement humain se sont ralenties, ont marqué un arrêt, voire se sont inversées”, selon Gerard Piel, spécialiste des tendances démographiques. “Les perspectives offertes aux plus démunis se sont assombries.”

Les périls sociaux et politiques

La nature précise des raisons qui expliquent les énormes inégalités entre riches et pauvres fait l’objet de nombreux débats. Ces désaccords, selon le Secrétaire général, sont à côté de la question.

“Si les problèmes relatifs à la répartition du revenu et des services de base suscitent des réactions, vues et théories qui varient considérablement selon le lieu et le moment”, note M. Boutros-Ghali, il est néanmoins universellement admis que la pauvreté est “moralement odieuse, économiquement destructive et politiquement dangereuse”.

Le danger est directement lié à la perception du fait qu’être pauvre ce n’est pas seulement manquer des choses les plus nécessaires à la vie. C’est aussi, de manière immédiate, n’avoir aucune part aux biens, services, droits et activités dont la possession définit l’appartenance au corps civique.

“Si la pauvreté persiste ou augmente, et si l’on ne prête pas suffisamment attention au sort des êtres humains, les tensions politiques et sociales finiront par compromettre la stabilité”, a averti le Secrétaire général. “La réduction de la pauvreté appelle un développement dans lequel l’accès aux fruits du progrès économique est aussi large que possible, au lieu d’être excessivement concentré dans certaines localités, certains secteurs ou certains groupes de population.”

Les historiens spécialisés dans certaines périodes ont découvert dans le passé des parallèles frappants. La situation de la France du XVIII^e siècle est un exemple classique de la force explosive de l’extrême pauvreté et de la pression démographique, selon l’historien Paul Kennedy :

“Bien que la Révolution française ait des causes spécifiques — par exemple la dégradation des finances publiques dans les années 1780 — on a souvent estimé que ces bouleversements sociaux avaient des causes plus profondes”, a-t-il noté dans son étude *Preparing for the Twenty-First Century*.

“L’une de ces raisons était évidente pour quiconque voyait les villes européennes surpeuplées

**L'éradication de
la pauvreté est
l'un des objectifs
prioritaires du
développement
pour les années 90**

—*L'Assemblée générale
des Nations Unies*

ou notait les effets de plus en plus nets du chômage rural, à savoir le fait brut d'une dense concentration d'êtres humains, qui tous avaient besoin d'être nourris, vêtus, logés et d'obtenir un emploi dans des sociétés mal équipées pour répondre à ces besoins, du moins sur une pareille échelle."

Pauvreté et environnement

On s'accorde généralement à reconnaître que les pays industrialisés sont les principaux responsables de la pollution.

Mais les pauvres, qui luttent pour leur survie quotidienne, n'ont souvent pas les ressources nécessaires pour s'abstenir de dégrader l'environnement.

"La majorité des pauvres ruraux vivent dans des zones de faible productivité agricole et n'ont guère d'autre choix que d'adopter des pratiques non viables à long terme, qui rendront encore plus difficile à leurs enfants d'échapper à la pauvreté", note M. Boutros-Ghali.

En même temps, la plupart des pays les plus pauvres ne peuvent accroître leurs recettes d'exportation qu'à l'aide de produits agricoles tropicaux qui sont vulnérables aux fluctuations ou à la baisse des termes de l'échange. L'expansion n'est possible qu'en portant atteinte à l'environnement.

La lutte contre la pauvreté et la destruction de l'environnement naturel a été officiellement reconnue il y a plus de vingt ans à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement tenue en 1972 à Stockholm (Suède), qui a marqué un tournant dans la prise de conscience, à l'échelle mondiale, des problèmes d'environnement et de développement.

"La pauvreté est le plus redoutable des agents de pollution", a déclaré à cette conférence Indira Gandhi, premier ministre de l'Inde.

Vingt ans plus tard, le lien entre pauvreté et développement durable est devenu la base d'une série définitive d'affirmations de la communauté internationale.

Les 178 États Membres représentés à l'assemblée diplomatique la plus nombreuse de l'histoire, la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue en 1992 à Rio de Janeiro, ont demandé la suppression de la pauvreté et recommandé que toutes les nations s'attaquent au problème selon les voies les plus appropriées à la situation de chaque pays.

"Tous les États et tous les peuples", affirme la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement, "doivent coopérer à la tâche essentielle de l'élimination de la pauvreté, qui constitue une condition indispensable du développement

durable, afin de réduire les différences de niveaux de vie et de mieux répondre aux besoins de la majorité des peuples du monde."

Dans "Lutte contre la pauvreté", l'un des 40 chapitres d'Action 21, plan de la CNUED pour prolonger l'œuvre de développement au XXI^e siècle, les gouvernements formulent une série de recommandations visant à "permettre aux pauvres d'avoir des moyens d'existence durables".

Il est noté dans ce document que, la pauvreté étant "un problème complexe et multidimensionnel dont les origines sont aussi bien nationales qu'internationales, il n'existe aucune solution uniforme qui puisse s'appliquer à l'échelle mondiale".

Au lieu de cela, est-il précisé, ce qu'il faut, c'est "mettre en place des programmes de lutte particuliers à chaque pays et appuyer l'action nationale par des efforts internationaux, tout en créant un environnement international favorable".

Le rôle de l'Organisation des Nations Unies

Le Sommet social mondial de 1995 entre dans le cadre d'un assaut mené sur des fronts multiples contre la pauvreté par l'Organisation des Nations Unies et les organismes associés. Ce sont notamment, parmi beaucoup d'autres, la Banque mondiale, l'UNICEF, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Fonds international de développement agricole et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

La Banque mondiale, qui a fait de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration des conditions de vie son objectif suprême, a conçu une stratégie à deux axes contre la pauvreté. Cette stratégie a été exposée en détail pour la première fois dans le *Rapport sur le développement dans le monde, 1990*, publié par la Banque.

Le premier aspect du plan comporte l'expansion des possibilités d'emploi et de rémunération au bénéfice des pauvres, ce qui implique nécessairement que l'on se préoccupe de la nature et du taux de la croissance économique.

Le second aspect de la stratégie de la Banque consiste à mettre les pauvres mieux en état de tirer parti des possibilités offertes. Il s'agit donc ici d'améliorer l'accès à certains éléments de l'infrastructure sociale tels que les services de santé et l'éducation.

L'Assemblée générale a appelé l'éradication de la pauvreté — surtout dans les pays les moins

avancés, dans l'Afrique subsaharienne et les autres pays où certains secteurs de population se composent essentiellement de pauvres—“l'un des objectifs prioritaires du développement pour les années 90”.

Dans son appel—une résolution en date du 31 mars 1994—elle a invité tous les pays à commencer la mise en œuvre de politiques nationales visant à faciliter la création d'emplois et à assurer des programmes de sécurité alimentaire, de santé, d'éducation, de logement et de population à tous leurs nationaux, surtout les plus vulnérables et les plus défavorisés.

L'ambassadeur Juan Somavia (Chili), président du Comité préparatoire de la Conférence mondiale pour le développement social, espère que celle-ci offrira à tous les Etats l'occasion de s'engager à éliminer la pauvreté.

“Une décision politique, prise par toutes les nations, d'éliminer, je dis bien éliminer, l'extrême pauvreté dans un cadre chronologique déterminé constituerait un bilan substantiel dont nous pourrions légitimement être fiers”, a-t-il déclaré.

Fundação Cuidar o Futuro

Fundação Cuidar o Futuro

Fundação Cuidar o Futuro



SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Copenhague
Danemark
6-12 mars 1995

Attaquer
la pauvreté

Bâtir
la solidarité

Créer
des emplois



NATIONS UNIES

La pauvreté mondiale

La situation

Les chiffres de base : Sur les 5,6 milliards d'êtres humains qui peupleront la planète à la fin de 1994, plus d'un milliard vivent dans la pauvreté absolue, avec des niveaux de revenu et de consommation très inférieurs aux seuils de pauvreté définis pour leurs pays respectifs.

Ils sont radicalement dépourvus des choses les plus nécessaires à la vie, luttant pour subsister avec l'équivalent d'une somme inférieure à 370 dollars E.-U. par an.

Environ 550 millions de personnes se couchent chaque soir le ventre creux. Plus d'un milliard et demi n'ont pas accès à l'eau potable salubre ni aux moyens d'assainissement.

L'espérance de vie est courte, ce qui est la conséquence de facteurs tels que la maladie, la faim, la malnutrition et la criminalité. Dans l'Afrique subsaharienne, la longévité moyenne est rarement supérieure à 50 ans. Au Japon, par comparaison, elle atteint 80 ans.

L'éducation est pratiquement inexistant. Un milliard d'adultes sont des illettrés fonctionnels, tandis que 500 millions d'enfants n'ont pas d'école à leur disposition.

Qui sont les pauvres ? Il y a des pauvres pratiquement dans tous les pays, mais la majorité écrasante se rencontre dans les pays en développement.

Les femmes souffrent hors de toute proportion; elles représentent 70 % de la population frappée par la pauvreté, suivies de près par les personnes âgées.

Les taux de mortalité infantile sont d'environ 175 pour 1000 naissances vivantes en Afrique et de près de 100 en Inde; dans le monde développé, à l'Est comme à l'Ouest, la moyenne est voisine de 15 pour 1000 naissances vivantes.

Qu'est-ce que la pauvreté ? On mesure habituellement la pauvreté par le revenu ou les dépenses qui suffisent à maintenir un niveau de vie réduit au strict minimum. Mais elle se définit aussi par des facteurs tels que la nutrition, l'espérance de vie, l'accès à l'eau salubre et aux moyens d'assainissement, les maladies, l'alphabétisation et d'autres aspects de la condition humaine.

En ce qui concerne les revenus, la Banque mondiale a fixé le seuil de pauvreté à 370 dollars par an; toute personne dont le revenu est inférieur est clas-

sée parmi les pauvres. En vertu du même classement, les très pauvres sont ceux dont le revenu annuel tombe au-dessous de 275 dollars.

Où sont les pauvres ? Les plus grandes concentrations de pauvres se situent dans les zones rurales d'Afrique et d'Asie.

Numériquement, le plus grand nombre de très pauvres — environ la moitié du total mondial — vivent en Asie du Sud, qui réunit 30 % de la population mondiale.

Mais c'est en Afrique, surtout dans les pays subsahariens, qu'ils sont le plus concentrés. Alors que l'Afrique ne groupe que 16 % environ des pauvres du monde entier, non moins de la moitié des Africains n'atteignent pas le seuil de pauvreté.

Si la pauvreté urbaine continue de s'aggraver, les pauvres ruraux représentent encore plus de 80 % du nombre total de pauvres dans les pays en développement. 60 % de la population rurale de l'Afrique subsaharienne se composent de pauvres, ainsi que 31 % de la population rurale de l'Asie. En Amérique latine et dans les Caraïbes, les pauvres représentent 61 % de la population rurale, selon les évaluations nationales.

Mais la pauvreté a aussi commencé de s'étendre dans les pays développés; aux Etats-Unis et en Europe de l'Ouest, près de 15 % de la population se situent au-dessous du seuil de pauvreté.

Les tendances

Malgré une amélioration globale des conditions de vie dans l'ensemble du monde, la pauvreté et l'inégalité subsistent et semblent en voie de s'aggraver.

La Banque mondiale a estimé que, si les tendances actuelles se poursuivent, le nombre de pauvres dans le monde en développement seul pourrait augmenter brusquement de 200 millions d'ici à la fin du siècle.

Cette donnée met en relief le fait que la pauvreté n'est pas seulement la conséquence des infortunes et des capacités limitées de certains individus, mais aussi des structures et des processus qui déterminent la répartition du revenu. Il s'agit ici, notamment, de facteurs tels que la répartition des traitements et salaires; l'impact des charges fiscales et des autres sources de recettes publiques sur les diverses tranches de revenu; la répartition des terres; l'accès à la propriété et au contrôle des ressources productives; et les structures de prix et de marchés.



SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Copenhague
Danemark
6-12 mars 1995

Attaquer
la pauvreté

Bâtir
la solidarité

Créer
des emplois



NATIONS UNIES

Intégration sociale

Les signes de progrès social

- ◆ L'espérance de vie moyenne dans les pays en développement est passée de 40 ans en 1950 à 63 ans en 1990;
- ◆ Les taux de fécondité baissent dans toutes les régions, à l'exception de l'Afrique, et l'on estime que le nombre annuel de naissances dans le monde en développement aura atteint son maximum d'ici à l'an 2000;
- ◆ Malgré l'accroissement démographique et les taux élevés de mortalité infantile relevés dans quelques pays, le nombre absolu de décès infantiles pour l'ensemble du monde est en baisse;
- ◆ De 1960 à 1990, les dépenses d'éducation dans le monde en développement sont passées de 2,2 à 3,4 % du PNB; les taux d'alphabétisation féminine ont augmenté dans toutes les régions du monde, doublant en fait (36 % au lieu de 18 %) entre 1970 et 1990 dans les pays les moins avancés;
- ◆ Depuis la seconde guerre mondiale, les revenus réels moyens ont plus que doublé dans les pays en développement; depuis 1990, l'économie mondiale sort progressivement de la récession, comme le prouve l'augmentation du taux de croissance, qui, selon les prévisions, passera d'1% en 1993 à 2,2 % pour 1994 et à 3 % pour 1995;
- ◆ Depuis 1987, les dépenses militaires mondiales ont diminué à un taux de 3,6 % par an, ce qui produirait un "dividende de paix" théorique cumulé de 935 milliards de dollars pour la période 1987-1994.

Les symptômes de désintégration sociale

L'exclusion sociale

- ◆ On estime que moins de 10 % de l'ensemble de la population mondiale participent pleinement à la vie des institutions politiques, économiques, sociales et culturelles qui modèlent leur existence. Les groupes les plus marginalisés sont les pauvres, les femmes, les handicapés, les personnes âgées, les membres de minorités et les habitants des zones rurales;
- ◆ Le pouvoir politique demeure centralisé, notamment dans le monde en développement où, en moyenne, moins de 10 % des dépenses nationales relèvent du gouvernement local;

◆ Aux Etats-Unis, le montant des prestations, en valeur constante, versées au titre des pensions-vieillesse a diminué de 40 % entre 1987 et 1990, tandis que le taux de chômage des Noirs est double de celui des Blancs.

La discrimination

- ◆ Les femmes représentent 66 % des analphabètes et 70 % des pauvres du monde; l'Asie à elle seule compte 374 millions de femmes rurales pauvres, soit un chiffre supérieur à celui de la population de l'Europe de l'Ouest;
- ◆ On évalue à 100 000 000 le nombre de femmes que la population mondiale devrait compter en plus, ce déficit démographique provenant surtout de l'Asie du Sud et de l'Est, où les fœtus féminins font l'objet d'avortements fréquents en fonction des résultats d'une amniocentèse ou d'une échographie;
- ◆ Dans les sociétés, à l'exception des Etats-Unis, les femmes ne détiennent qu'1 % des postes de direction les plus élevés; une étude a montré qu'il leur faudrait 475 ans pour être sur ce plan à égalité avec les hommes;

◆ Les peuples autochtones, qui représentent 300 millions d'êtres humains répartis entre plus de 70 pays, se heurtent souvent à de graves formes de discrimination et de violence; par exemple, au Canada, le risque de mort violente est six fois plus élevé pour ce groupe que pour les autres nationaux; au Venezuela, les 10 000 derniers Yanomami sont exposés à disparaître, victimes de l'exploitation économique et environnementale;

◆ La discrimination raciale se traduit par l'inégalité de la condition des Noirs et des Blancs en Afrique du Sud, qui en 1993/94 était quatre fois plus marquée qu'aux Etats-Unis sur la base de divers critères (espérance de vie, revenu par habitant et développement humain).

Actes de violence et mauvais traitements

- ◆ Les Etats-Unis occupent le premier rang parmi les pays du monde par le nombre de meurtres (plus de 12 pour 100 000 habitants), de viols signalés aux services de police (150 000 en 1993) et de décès d'enfants consécutifs à des blessures par arme à feu (7 000 en 1992); dans le même pays, 3 000 000 d'enfants seraient victimes en permanence de mauvais traitements et du manque de soins;
- ◆ Dans le monde entier, les enfants sont particulièrement exposés aux actes de violence.

Au Brésil, où le nombre d'enfants des rues serait de 200 000, 4 par jour en moyenne sont assassinés; les meurtres de mineurs ont augmenté dans ce pays de 40 % en une seule année (1993-1994);

◆ On évalue à 500 000 au total le nombre d'enfants prostitués dans les centres de tourisme sexuel de Thaïlande, de Sri Lanka et des Philippines;

◆ Les femmes sont victimes en tous lieux d'actes de violence, qui souvent ne font pas l'objet d'une dénonciation : par exemple, le chiffre variant selon les sources consultées, il y aurait chaque année en Inde entre 5 000 et 9 000 décès d'épouses consécutifs aux différends sur le paiement de la dot; une épouse sur trois, dans les pays en développement, serait battue, tandis qu'au niveau mondial une femme sur 2 000 serait victime d'un viol.

La criminalité

◆ Les activités illicites de toute nature sont en augmentation. Aux Etats-Unis seulement, 14 millions de délits ont été signalés en 1992, coûtant à la nation 425 milliards de dollars; le montant des achats de stupéfiants dans ce même pays semble dépasser les revenus (PIB) combinés de plus de 80 pays en développement;

◆ Dans le monde entier, de nombreux actes criminels sont liés à la drogue. Chaque année, 225 personnes sur 100 000 au Canada, et 400 sur 100 000 en Australie en sont victimes, et, durant la seconde moitié des années 90, leur nombre a doublé au Danemark et en Norvège et a augmenté de 3 000 % au Japon;

◆ Les organisations criminelles transnationales, dont les opérations débordent les frontières nationales, ont un chiffre d'affaires annuel évalué à 1 000 milliards de dollars.

Les migrations

◆ Une personne sur 115 est un migrant ou un réfugié, ayant été contrainte de quitter son pays d'origine pour des raisons économiques, politiques ou militaires;

◆ Durant les trente dernières années, 35 millions de personnes—c'est-à-dire un chiffre presque égal à la population de l'Argentine—ont migré du Sud vers le Nord; un million de plus font de même chaque année;

◆ Le nombre des réfugiés politiques et des victimes de conflits ethniques est passé de 8 mil-

lions, à la fin des années 70, au chiffre actuel de quelque 20 millions de personnes ayant quitté leur pays d'origine et de 26 autres millions déplacées à l'intérieur de leur propre pays.

Les conflits

◆ 40 % environ des pays du monde comptent au moins cinq populations ethniques, tandis que la moitié ont connu récemment, sous une forme ou sous une autre, des luttes entre ethnies;

◆ Sur les 82 conflits qui ont éclaté depuis 1990, 79 se situent à l'intérieur de frontières nationales;

◆ Au Rwanda, durant la période de quatre mois comprise entre avril et juillet 1994, 3,5 millions de personnes, soit la moitié de la population totale, ont été tuées ou contraintes de fuir leur domicile en raison du conflit tribal;

◆ Au début du siècle, 90 % des victimes de guerre étaient des militaires; aujourd'hui, les civils représentent 90 % des pertes en vies humaines;

◆ Plus de 1,5 million d'enfants ont été tués durant les conflits de la dernière décennie; 5 millions vivent aujourd'hui dans des camps de réfugiés, tandis que quelque 12 millions ont perdu leurs foyers, leurs familles, ou les deux;

◆ Les dépenses militaires annuelles des pays développés sont égales au revenu total des 2 milliards de personnes les plus pauvres;

◆ Dans un monde où les dépenses de programmes militaires dépassent 800 milliards de dollars par an—montant égal au revenu de près de la moitié de la population mondiale—, un milliard de personnes manquent des soins de santé de base; un adulte sur quatre ne sait ni lire ni écrire; et un cinquième de la population mondiale ne mange pas à sa faim.

Sources: Rapport du Secrétaire général sur le Sommet mondial : vue d'ensemble (A/CONF.166/PC/6); Rapport mondial sur le développement humain 1993/94 (PNUD); UNICEF Facts and Figures, 1993; UNICEF Progress of Nations, 1994; Enquête mondiale sur la participation des femmes au développement, 1994; Dépenses militaires et sociales, 1993 (Sivard).



SOMMET MONDIAL POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Copenhague
Danemark
6-12 mars 1995

Attaquer
la pauvreté

Bâtir
la solidarité

Créer
des emplois



NATIONS UNIES

Vers une société pour tous

L'une des trois questions essentielles dont s'occuperont les dirigeants de tous les pays lors du Sommet mondial pour le développement social, qui se tiendra du 6 au 12 mars 1995 à Copenhague (Danemark), porte sur les moyens de renforcer l'intégration sociale, de veiller à ce qu'une société soit attentive à satisfaire les besoins de tous les nationaux.

Ce document d'information offre une vue d'ensemble de la question. Il s'inspire du rapport du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, de janvier 1994, des recommandations de la réunion du Groupe d'experts tenue du 27 septembre au 1^{er} octobre 1993 et d'autres études pertinentes.

Selon M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le sentiment que les inégalités sociales s'accroissent dans le monde entier, que les sociétés se fragmentent, que les secteurs de population et les groupes de revenus se polarisent n'est pas seulement une affaire de "perception". Il signale que "le degré de couverture sociale antérieur, et donc d'intégration sociale, se trouve de plus en plus menacé".

Le *Rapport mondial sur le développement humain - 1994*, étude annuelle menée pour le compte du Programme des Nations Unies pour le développement, cite dix indicateurs qui traduisent un "affaiblissement du tissu social": homicides, viols, divorces, naissances hors mariage, foyers à parent unique, crimes ou délits liés à la drogue, suicides, demandes d'asile, nombre de détenus et pourcentage des mineurs dans les maisons de détention. Ces chiffres augmentent, surtout dans les pays développés et dans les pays en transition.

Il est ironique que les indices du développement social et de la détérioration de la société soient souvent juxtaposés dans les mêmes pays. Par exemple, les États-Unis, qui occupent le huitième rang mondial selon l'Indice du développement humain, sont en même temps le pays qui accuse la plus forte concentration d'indicateurs de l'affaiblissement du tissu social.

Qu'est-ce que l'intégration sociale ?

Qu'est-ce qu'une société socialement intégrée ? Le Secrétaire général la définit comme une

société "dans laquelle peuvent coexister des aspirations individuelles et collectives différentes et divergentes dans le cadre d'un libre consensus sur les valeurs fondamentales et les intérêts communs".

Vue dans le contexte du développement humain durable, l'intégration sociale est synonyme de plus de justice, d'égalité, de bien-être matériel et de liberté démocratique, ce qui implique l'égalité des chances et des droits pour tous.

Dans le cadre de toute société, l'intégration se manifeste sous les aspects suivants : solidarité, interdépendance, respect de la diversité culturelle, tolérance pour les styles de vie qui s'écartent de la norme et courage de remplacer les systèmes dysfonctionnels (par exemple, esclavage, apartheid) par d'autres systèmes plus équitables.

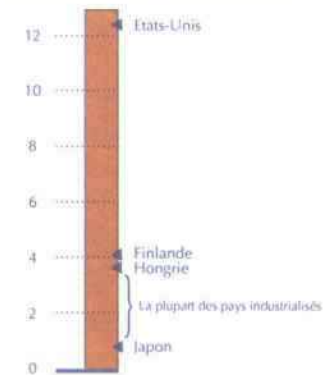
Selon les termes du Secrétaire général, l'objectif d'une intégration sociale constructive est une "société pour tous", dont tous les membres sont convaincus que l'État se préoccupe de leur bien-être; une société qui favorise la promotion d'un modèle de développement qui soit équitable pour les individus, conduise à l'harmonie entre les groupes et renforce la cohésion sociale".

Il est manifestement impossible d'atteindre cet objectif sans traiter avec succès les deux autres questions essentielles que sont la pauvreté et l'emploi productif. En fait, selon le Secrétaire général, le lien commun qui unit ces trois questions réside dans leur "importance cruciale pour le développement des individus et des sociétés".

Profil de la détresse humaine dans les pays industrialisés

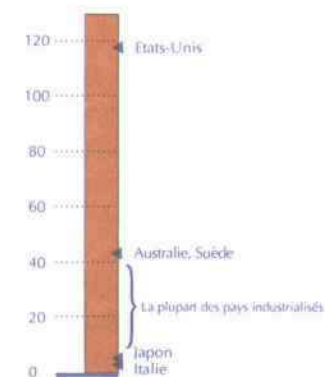
Assassinats

Homicides volontaires perpétrés par des hommes pour 100 000 personnes de sexe masculin



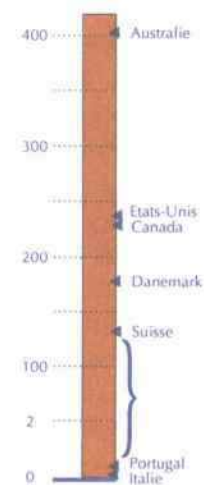
Viols déclarés

Pour 100 000 femmes âgées de 15 à 59 ans



Crimes dus à la toxicomanie

Pour 100 000 habitants



Source : Rapport mondial sur le développement humain, 1994, PNUD, p. 32.

Parce que la majorité des pauvres les plus démunis vivent dans le monde en développement, où ils représentent un tiers de la population, la pauvreté constitue dans ces régions une menace très grave à l'intégration sociale.

En même temps, la pauvreté se répand dans les pays industrialisés, par exemple, près de 15 % de la population des douze pays membres de l'Union européenne vivent au-dessous du seuil de pauvreté défini par leurs pays respectifs.

L'intégration sociale est également menacée par la marée montante du chômage et de la "croissance sans emploi", qui, si elle persiste, engendre inévitablement la pauvreté. Cette spirale descendante de la désintégration sociale se caractérise par la marginalisation de larges secteurs de la population, qui sont exclus et abandonnés à eux-mêmes, par le grand nombre de sans-logis et par des taux élevés de criminalité et de mortalité.

Les symptômes de désintégration

La rapidité et la vaste portée des changements sont un signe distinctif de la société contemporaine. Dans les domaines de l'économie, de la technique, de la culture, ainsi que sur le plan des valeurs sociales, le changement est, ironiquement, l'un des rares traits "permanents". Mais s'il a introduit une multitude d'améliorations, l'un de ses effets les plus néfastes a résidé dans la tendance à marginaliser et à exclure des groupes, voire des nations entières, et à exercer contre eux une discrimination.

Qui sont les marginalisés et les exclus ? On les trouve notamment dans les groupes ci-après :

- ◆ Migrants analphabètes qui échappent à la pauvreté rurale pour s'installer dans les taudis urbains, où leur aspiration à une vie meilleure s'avère inaccessible;
- ◆ Adolescents sans emploi qui déambulent aux coins des rues, prêts à "s'attirer des ennuis" parce qu'ils ne peuvent trouver un travail digne de ce nom;
- ◆ Orphelins victimes de conflits ethniques, qui subsistent dans l'enfer des camps de réfugiés;
- ◆ Veuves âgées, dont les ressources sont insuffisantes pour leur assurer des conditions de vie décentes.

L'exclusion

De même que la pauvreté, l'exclusion, quelles qu'en soient les victimes, présente une menace, surtout si le nombre des minorités marginalisées atteint un seuil critique. Et le nombre des exclus va en augmentant.

Prenons le cas des personnes âgées, l'un des groupes de population les plus vulnérables; en l'an 2025, les personnes âgées (c'est-à-dire à partir de 60 ans) seront au nombre de 1,2 milliard, soit 14 % du chiffre prévu de la population mondiale. Cela signifie que ce groupe aura sextuplé, avec un taux d'accroissement double de celui de l'ensemble de la population.

L'exclusion et la discrimination ne sont pas uniquement le résultat de facteurs économiques. Elles procèdent souvent de différences raciales, ethniques ou tribales et peuvent aussi dépendre du sexe. Amartya Sen, économiste d'Harvard, a évalué à 100 000 000 environ le nombre de femmes que la population mondiale devrait compter de plus, ce déficit démographique provenant surtout de l'Asie du Sud et de l'Est, où les fœtus féminins sont victimes d'avortements systématiques en fonction des résultats de l'amniocentèse ou de l'échographie.

Les statistiques de 43 pays en développement révèlent que les taux de mortalité des enfants de sexe féminin, entre quelques mois et quatre ans, sont supérieurs à ceux des enfants de sexe masculin du même groupe d'âge. Même si elles survivent au-delà de la première enfance, les filles continuent de faire l'objet d'une discrimination qui renforce leur marginalisation par la société.

Dans le domaine éducatif, par exemple, 70 % des 100 millions d'enfants âgés de 6 à 11 ans qui ne fréquentent pas l'école sont des filles. On compte dans le monde deux fois plus de femmes (660 millions) que d'hommes analphabètes. Et, si leur situation s'améliore, les femmes en tant que groupe continuent de faire l'objet de diverses formes de discrimination dans à peu près tous les pays du monde.

Les conflits ethniques

Trop souvent, une discrimination officialisée débouche sur des violences ethniques ou raciales et sur des conflits armés, à mesure que

les sociétés se désintègrent sous le poids des préjugés entretenus par leurs membres. Comme l'a révélé le *Rapport mondial sur le développement humain, 1994*, sur 82 conflits qui ont éclaté depuis 1990, 79 se situent à l'intérieur de frontières nationales.

Disputés sur des champs de bataille tant politiques que militaires, ces conflits font habituellement un grand nombre de victimes civiles. Depuis 1990, non moins de 90 % des victimes de guerre ont été des civils, contre 10 % seulement au début du XX^e siècle. Ceux qui survivent, bien souvent, deviennent des réfugiés.

Exemple fameux en l'espèce, l'état de guerre prolongé qui sévit dans l'ex-Yougoslavie a entraîné le plus important exode de réfugiés depuis la seconde guerre mondiale. Un autre exemple est fourni par le Tadjikistan (dans l'ex-Union soviétique), où la guerre a causé la mort de plus de 20 000 nationaux et a réduit à la condition de réfugiés 500 000 autres, soit 10 % de la population totale du pays.

Il faut aussi rappeler l'exemple de l'Afrique, qui regroupe un tiers de la population de réfugiés du monde entier. Depuis avril 1994, environ 3 millions de personnes ont perdu la moitié de la population totale du Rwanda avant la guerre civile, ont été tuées ou con-

traintes de fuir leurs foyers en raison du conflit ethnique. Beaucoup de ceux qui ont survécu au carnage ont péri du choléra et d'autres maladies qui déciment les camps de réfugiés.

Les migrations

Les migrations sont un autre symptôme de désintégration sociale. Que ce soit parce qu'ils fuient pour chercher une vie meilleure ou parce que des conditions politiques défavorables ou des catastrophes naturelles les contraignent à fuir, le nombre d'êtres humains vivant aujourd'hui à l'extérieur de leurs villages, pays ou régions d'origine est plus élevé que jamais. Si beaucoup de migrants ou de réfugiés ont l'intention de ne séjourner que momentanément dans les communautés hôtes, ils s'y installent néanmoins de plus en plus à titre permanent.

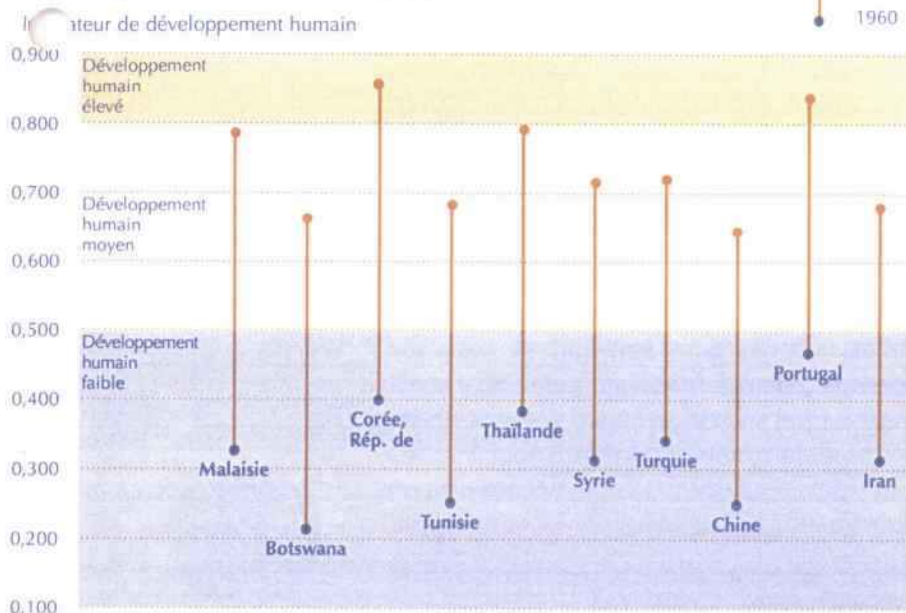
A la recherche d'emplois ou de rémunérations plus élevées, les migrants économiques gagnent souvent les zones urbaines, laissant leurs familles derrière eux. Si la majorité d'entre eux sont des hommes, les taux féminins de migration économique ont presque rejoint les taux masculins ces dernières années, surtout en Asie du Sud et du Sud-Est, où plus de 70 % des migrants sont âgées de moins de 25 ans.

La migration économique peut entraîner des privations, voire comporter un danger physique et des répercussions sur le plan culturel, quand des groupes qui souvent n'ont ni la même langue ni la même religion se mêlent contre leur gré, mettant à rude épreuve les services sociaux disponibles ainsi que leur capacité de tolérance mutuelle.

Le type de migration le plus problématique est celui des réfugiés politiques. La vague humaine de quelque 20 millions de réfugiés qui déferle actuellement au-delà des frontières des pays d'origine ainsi que celle des 26 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leurs propres pays sont gonflées par les conflits armés, l'instabilité politique, les violations des droits de l'homme et les persécutions.

En raison des migrations, bien des sociétés deviennent de plus en plus multiculturelles. C'est là un fait qui peut avoir des conséquences positives, car il est susceptible d'enrichir considérablement les sociétés d'accueil, mais qui peut aussi entraîner une aggravation des malentendus, des affrontements et de l'anxiété.

Les dix pays qui ont le mieux réussi dans le domaine du développement humain entre 1960 et 1992



Ce sont les dix pays qui, au cours des trente dernières années, ont accompli les plus grands progrès en matière de développement humain.

Source : *Rapport mondial sur le développement humain, 1994*, PNUD, p. 102.

La criminalité

De nombreuses sociétés sont menacées par un accroissement rapide de la criminalité; seule paraît progresser encore plus vite la peur, grandie hors de toute proportion, qu'éprouvent la plupart des gens d'être victimes d'actes criminels. On réagit souvent à cette peur en cherchant à couper les liens avec la communauté, derrière de hauts murs ou des fenêtres grillagées. La fragmentation croissante de l'environnement en zones "sûres" et "dangereuses" crée entre les résidents une distance qui conduit aux perceptions déformées, à la méfiance et, en fin de compte, à la désintégration sociale.

Décus dans leurs espoirs par la fermeture progressive des voies légales d'ascension sociale, ils voient dans le crime un moyen séduisant de se procurer richesse et pouvoir. La criminalité s'épanouit tout particulièrement dans le climat de quasi anarchie lié à une désintégration sociale avancée, comme celle que connaissent aujourd'hui la Russie et d'autres pays de l'ex-Union soviétique.

Pour une poignée de chefs d'entreprise versés dans les subtilités du marketing et du blanchiment de l'argent, le recours aux moyens illicites est un moyen sûr du moins à courte échéance. On estime que la criminalité transnationale organisée pourrait réaliser un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 1 000 milliards de dollars.

Le trafic mondial de la drogue est devenu une autre mine d'or; les bénéfices annuels en seraient de l'ordre de 500 milliards de dollars, un montant supérieur au PIB de nombreux pays. On estime qu'aux Etats-Unis seulement, la vente de cocaïne, d'héroïne et de cannabis produirait un montant annuel de 85 milliards de dollars, que les trafiquants cherchent à blanchir ou à investir dans des opérations de marché noir. Ces fortunes d'origine illicite ne servent qu'à élargir encore le gouffre déjà béant qui s'est creusé entre les très riches et les très pauvres.

La vision

Comment transposer dans le concret la vision d'une "société pour tous" ? Tel est le défi que doit relever le Sommet social. Dès cette phase initiale, le Secrétaire général a identifié dans son rapport certains critères, que voici :

- ◆ "Environnement habitant";
- ◆ Satisfaction des besoins humains fondamentaux (par ex., santé et logement);
- ◆ Alphabétisation et enseignement primaire pour tous;
- ◆ Croissance économique assortie de justice sociale;
- ◆ Respect et protection de la diversité;
- ◆ Egalité des chances pour tous;
- ◆ Information exacte et communiquée en temps utile, pour que tous les nationaux d'un pays puissent pleinement participer à la vie des sociétés auxquelles ils appartiennent;
- ◆ Disposition des moyens de mesurer le développement social au fil du temps.

La fixation de priorités nouvelles

L'objectif réel n'est pas seulement d'"intégrer une dimension sociale au processus de développement", mais de redéfinir le concept même de développement pour qu'il acquière une importance réelle sur le plan social. En d'autres termes, il s'agit de fixer des priorités nouvelles.

Avant tout, il sera essentiel de "rapprocher le gouvernement du peuple", d'humaniser les bureaucraties et de les rendre à la fois plus responsables devant les citoyens et prêtes à écouter leur voix.

A l'intérieur d'un pays donné, le gouvernement est responsable en premier lieu d'assurer partout la sécurité publique en créant un environnement qui encourage une croissance économique durable, augmente le nombre d'emplois productifs, garantit la mise en place de filets de sécurité et affranchit les défavorisés.

Les gouvernements ont à leur disposition un autre et très puissant moyen d'action : ils sont en mesure de redistribuer les charges économiques et fiscales, qui permettent d'atténuer un écart démesuré entre les revenus et de cibler les secteurs nécessaires de la population au moyen de programmes sociaux bien définis. Par exemple, les impôts progressifs, à condition de ne pas dépasser certaines limites, peuvent contribuer à créer des incitations positives sur le plan social.

Les gouvernements peuvent aussi prendre des "mesures préventives" contre l'exclusion sociale. Ils doivent adopter des textes législatifs

**Il faut le dire
bien haut :
"Aucun homme
n'est une île..."**

John Donne

“Intégrer : combiner les parties en un tout; faire participer ou participer sur un pied d’égalité à la société.”

The Concise Oxford Dictionary

assurant des droits égaux pour tous et veiller à leur application, et respecter la diversité. Partout où la discrimination s’est jusqu’alors imposée, il faut instituer l’égalité des chances au moyen d’actions en faveur des groupes désavantagés et de politiques similaires.

Le gouvernement n’est pas l’unique agent quand il s’agit de promouvoir l’intégration sociale. Il doit œuvrer de concert avec le secteur privé et la société civile.

La responsabilité sociale des entreprises

Le rôle du secteur privé est sans aucun doute en train d’évoluer pour ce qui concerne l’intégration sociale et revêtera probablement une importance accrue dans les années à venir. Le temps est passé où il était possible d’établir de nettes distinctions entre le rôle du gouvernement et celui des sociétés privées en matière de promotion du progrès social et économique. Il est de plus en plus nécessaire que les institutions privées et les organismes publics agissent de concert pour assurer la qualité et le choix des biens et services indispensables à la population.

C’est le rôle des entreprises que le sentiment croissant de leur propre responsabilité trouve sa place. Pour citer les experts d’une réunion tenue en 1993 à La Haye, “afin de survivre, les entreprises privées devront délaisser le modèle fondé sur la recherche du profit maximal au bénéfice d’un modèle privilégiant la responsabilité sociale et l’obligation de rendre des comptes à la collectivité. A travers les initiatives du secteur privé, l’offre d’emplois productifs doit avoir désormais pour but fondamental non plus de réaliser des profits, mais de servir la population.”

Une société civile engagée

Non moins essentiel à l’intégration sociale est le rôle des organisations non gouvernementales, des institutions religieuses, des associations professionnelles, des syndicats, des coopératives, des groupes communautaires et autres réseaux qui constituent la société civile. De telles organisations offrent souvent aux populations les moyens et les structures nécessaires pour exprimer leurs aspirations, satisfaire leurs besoins, représenter leurs intérêts et par-

ticiper à la prise de décisions aux niveaux local et national. Elles peuvent aussi fournir un lieu de rencontre à divers groupes d’intérêts pour concilier leurs divergences de manière démocratique et pacifique, évitant ainsi les conflits et le risque de désintégration sociale.

Pour être en mesure de fonctionner efficacement, les organisations de la société civile peuvent avoir besoin de l’appui actif du gouvernement. En décentralisant les responsabilités et l’autorité, en garantissant la liberté d’association et d’organisation, en veillant à maintenir des communications actives dans les deux sens, le gouvernement peut favoriser l’éclosion d’une société civile vigoureuse et viable. Cette action “habilitante” du gouvernement facilitera l’intégration sociale.

De la vision à la réalité

“Nul ne traverse la vie seul. Nous sommes tous créés au sein de réseaux de relations sociales, dont nous subissons aussi l’influence, qui nous fournissent notre identité et définissent le cadre de nos actions”, selon les termes du rapport sur l’intégration sociale de l’Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social. Les souligné dans ce rapport que les individus vivent et poursuivent leurs propres objectifs au cœur d’un réseau d’institutions, qui vont des familles et des ménages aux écoles, aux bandes d’adolescents, aux ateliers fondés sur l’exploitation du personnel, aux magasins et aux bureaux où ils travaillent.

De manière plus générale, les possibilités offertes à chacun dépendent du contexte économique et social, qui selon les cas individuels va du troc alimentaire aux placements à la bourse des valeurs, ou des décisions du conseil tribal à celles des tribunaux internationaux.

En août 1994, l’Organisation des Nations Unies comptait 184 Etats Membres, qui se composent en réalité de plusieurs milliers de “nations” ou de “peuples”. Dans ce monde bigarré multiethnique et multiculturel, le développement humain durable suppose une armature souple et socialement responsable capable de soutenir l’évolution des valeurs culturelles tout en nourrissant le respect des traditions.

L’intégration sociale, déclare le Secrétaire général dans son rapport, doit être très clairement et très solidement fondée sur “un socle de



principes fait du respect de la dignité humaine, de la liberté individuelle et de l'égalité dans les droits et les devoirs".

Conférer à l'ONU les pouvoirs nécessaires

La communauté mondiale doit reconnaître d'urgence son patrimoine commun. En raison de l'interdépendance croissante entre les nations, de nombreuses propositions relatives à l'intégration sociale et à l'institution d'un système mondial de gouvernement répondant à l'exigence de justice sociale ne peuvent être mises en œuvre qu'au niveau international. C'est ici que l'Organisation des Nations Unies a un rôle unique et vital à jouer.

Convoqué par l'Organisation, le Sommet social promulguera une Déclaration politique et un Programme d'action visant à atténuer et, en fin de compte, éliminer l'extrême pauvreté, à créer des emplois productifs adéquats pour une population toujours plus nombreuse et à faire progresser l'intégration sociale. Le Sommet social entérinera un agenda pour le développement social, mais ce n'est là qu'un début.

Donner à l'Organisation des Nations Unies les moyens de relever le défi avec efficacité, c'est "favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande", conformément à l'objectif envisagé voici près de cinquante ans dans la Charte des Nations Unies.

Fundação Cuidar o Futuro



**SOMMET
MONDIAL
POUR LE
DÉVELOPPEMENT
SOCIAL**

Copenhague
Danemark
6-12 mars 1995

**Attaquer
la pauvreté**

**Bâtir
la solidarité**

**Créer
des emplois**

La population et le développement

Bien que la plus grande partie de la population mondiale vive dans les pays en développement, le déséquilibre de la croissance démographique et les lenteurs du développement humain comportent de graves implications pour la qualité de la vie en tout pays. La question va au-delà des chiffres et touche à la nécessité d'une vision nouvelle du développement, centrée sur la population.

Le présent document de fond considère les liens entre croissance démographique et développement social. Il s'inspire de sources diverses, y compris des rapports établis pour la Conférence internationale de 1994 sur la population et le développement et pour le Sommet mondial de 1995 pour le développement social.

Mise en place des relations

Alors que les signes de danger au niveau mondial se multiplient, l'Organisation des Nations Unies accélère un mouvement tendant à harmoniser les politiques propres à garantir une croissance démographique équilibrée avec les objectifs du développement social. La campagne en cours met tout particulièrement l'accent sur les besoins des familles et des individus, surtout des femmes, en matière de développement.

Lancé à l'heure où l'Organisation des Nations Unies célèbre son cinquantième anniversaire, ce mouvement est né d'une prise de conscience des liens qui existent entre une croissance démographique rapide et déséquilibrée et, d'autre part, trois menaces à l'avènement d'un monde stable et juste qui se renforcent mutuellement : l'extrême pauvreté, le chômage et la désintégration sociale.

Ces relations se situent au cœur de l'ordre du jour de trois grandes assemblées organisées sous le patronage des Nations Unies : la Conférence internationale sur la population et le développement, en septembre 1994 au Caire (Égypte); le Sommet mondial pour le développement social, en mars 1995 à Copenhague (Danemark); et la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, en septembre 1995 à Beijing (Chine).

La Conférence sur la population entre dans le cadre d'un vaste effort appuyé par l'ONU en vue de parvenir à un accord sur les moyens de réaliser un équilibre durable entre les effectifs

de la population mondiale, d'une part, et les besoins et ressources de la planète, de l'autre. Le Sommet mondial est centré sur la recherche des moyens d'atténuer, et en fin de compte de supprimer, la pauvreté absolue, le chômage et les nombreuses causes de la dislocation des sociétés.

Ces assemblées sont autant de jalons dans la campagne menée pour obtenir l'adhésion de tous les pays à un agenda du développement humain qui aidera à alimenter le moteur du développement économique. Une croissance économique plus rapide, dans le contexte du développement durable, a dit le secrétaire général Boutros-Ghali, "est nécessaire pour élargir la base des ressources et permettre ainsi le changement économique, technique et social".

Les questions implicitement posées par la population et le développement sont fondamentales. Le monde peut-il nourrir deux fois plus d'êtres humains ? Peut-on trouver pour chacun un emploi productif ? Les femmes peuvent-elles partout obtenir accès aux mêmes possibilités de mener une vie saine et remplie que les hommes ? Peut-on fournir en quantité suffisante des services de santé, des logements et des services sociaux aux milliards de nouveaux êtres humains qui s'entasseront dans les villes du monde ?

Moins de ressources, c'est aussi moins de chances

Plusieurs problèmes (pauvreté, conflits sociaux graves, inégalité entre les sexes) sont particulièrement aigus parmi les individus et dans les



NATIONS UNIES

L'affranchissement des femmes est essentiel pour assurer l'avenir de l'humanité

sociétés qui disposent le moins de ressources : les pauvres, les sans-emploi, les faibles et les vulnérables. Tous ces problèmes influent sensiblement sur les facteurs démographiques, dont ils subissent en retour l'influence.

La population de la planète, qui est actuellement de 5,6 milliards, augmente en moyenne de 236 000 personnes par jour; l'équivalent d'une autre Suisse tous les trente jours, d'une nouvelle Chine tous les dix ans. En l'an 2054, selon les prévisions de l'Organisation, il pourrait y avoir pas moins de 10 milliards d'êtres humains, qui devront faire face à l'épuisement des ressources de base, à la généralisation des désordres sociaux, à la dégradation sans cesse plus avancée des systèmes d'entretien de la vie sur la Terre.

Beaucoup croient que le développement et les progrès de la technologie faciliteront la transition vers un nouvel ordre des choses, comme ce fut toujours le cas depuis que le penseur britannique Thomas Robert Malthus a prédit pour la première fois, voici deux siècles, une famine générale et l'apocalypse.

Selon les termes du projet de programme d'action de la Conférence sur la population, "en prenant explicitement en compte les facteurs démographiques dans les stratégies relatives à l'économie et au développement, on pourra à la fois obtenir une croissance soutenue plus rapide et contribuer à la réalisation des objectifs démographiques ainsi qu'à l'amélioration de la qualité de vie pour la population".

Parmi ses principaux objectifs, le projet de programme d'action entend intégrer pleinement les questions de population dans "tous les aspects de la planification du développement en vue de promouvoir la justice sociale et d'éliminer la pauvreté au moyen d'une croissance économique soutenue dans le cadre du développement durable".

Mais on craint que le seul fait de ces multitudes agglomérées ne déjoue finalement l'aptitude de l'humanité à s'adapter, déchaînant ainsi un cycle de pénurie, de conflit et de désintégration sociale.

"Nous nous rencontrons en un moment où, sous l'effet d'une croissance sans précédent du nombre des êtres humains et d'une consommation marquée par le gaspillage, une grande par-

tie des ressources de base dont dépendra la survie des générations futures est épuisée, où la pollution de l'environnement s'intensifie, où la pauvreté et l'inégalité économique et sociale continuent de régner partout", a déclaré Mme Nafis Sadik, secrétaire générale de la Conférence sur la population.

On reconnaît de plus en plus que l'affranchissement des femmes—qui non seulement constitue la grande majorité des plus pauvres dans le monde entier, mais aussi jouent un rôle clef dans le processus de développement—est essentiel pour assurer l'avenir de l'humanité. S'il n'est pas assuré, selon beaucoup d'experts, il n'y a guère de chances d'éliminer la pauvreté, de promouvoir un développement économique durable, de garantir des services de qualité en matière de planification familiale et de santé procréatrice, ni d'établir un équilibre entre le nombre d'êtres humains et les ressources de la Terre.

"Il existe maintenant un consensus au niveau international sur la nécessité d'investir dans l'humain, surtout dans les femmes, et de leur conférer le pouvoir de faire leurs propres choix concernant le nombre de leurs enfants", a déclaré Mme Sadik.

Non seulement, soutient-elle, une semblable approche permettra d'éviter chaque année des centaines de milliers de décès maternels; "elle ralentira aussi le rythme de la croissance démographique, qui rend difficile à de nombreux pays en développement d'offrir à leur population en accroissement les vivres, le logement, les emplois, l'éducation et les services de santé qui leur sont nécessaires".

Une multiplicité de rapports

"Le problème de la population ne porte pas seulement sur les chiffres", comme en a été informé l'ONU par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement, dans son rapport de 1987 qui a fait date.

"Les menaces à une utilisation durable des ressources proviennent, non moins que du nombre même des êtres humains, des inégalités dans l'accès de ceux-ci aux ressources et du mode d'utilisation qui en est fait", a déclaré la Commission, que présidait Gro Harlem Brundtland (Norvège). "Ainsi les préoccupa-



**La consommation
non durable
assaiblit la
lutte contre la
pauvreté**

tions soulevées par le ‘problème de la population’ éveillent d’autres préoccupations concernant le progrès humain et l’égalité.”

En fait, la question de la population est indissociable d’un vaste ensemble de problèmes, qui vont de l’avortement et de l’inégalité d’accès aux ressources jusqu’à l’aide étrangère et à la condition de la femme. Ces problèmes continuent d’entretenir des différends de longue date entre nations riches et nations pauvres, de même qu’entre divers groupes, tels que les économistes, les écologistes, les féministes, les institutions religieuses et les dirigeants de services de planification familiale.

Les désaccords portent sur quelques modèles de développement, que l’on a critiqués parce qu’ils aggravent encore une situation déjà mauvaise. Au premier rang de ces modèles figurent les politiques d’ajustement structurel. Comme elles comportent en général une réduction des dépenses sociales et un recul de la production vivrière destinée à la population locale au bénéfice des exportations, on leur a reproché d’étendre encore la pauvreté dans des pays déjà appauvris.

“L’ajustement structurel permet de remédier à de graves déséquilibres économiques”, comme a noté le Secrétaire général, M. Boutros-Ghali. “Mais il est clair que les besoins et les priorités de la personne humaine ne doivent pas être négligés, et que l’ajustement et la transformation doivent avoir pour objectif le bien-être des hommes et des femmes.”

Population et consommation

On s’accorde à reconnaître que l’extrême pauvreté et les inégalités entre les classes et les sexes exercent une influence déterminante sur les facteurs démographiques, et en subissent en retour l’influence. Cela apparaît surtout dans les pays en développement où la majorité des plus démunis — c’est-à-dire ceux qui sont tombés bien au-dessous du seuil national de pauvreté —, dont le nombre s’élève à 1,1 milliard pour le monde entier, subsiste dans les conditions les plus précaires.

Il est par ailleurs largement admis que les modes non viables de production et de consommation des pays industrialisés sont la cause première de l’épuisement des ressources natu-

relles et de la pollution, bien qu’un quart seulement de la pollution mondiale vive dans ces pays.

Ces modes non viables de consommation et leurs conséquences écologiques renforcent les inégalités sociales et contribuent à répandre la pauvreté qui à leur tour affectent et sont affectés par les structures démographiques.

Les pays dont le revenu est le plus faible sont prisonniers d’un phénomène que l’on a appelé la “spirale pauvreté-population-environnement” :

Les pauvres, qui recherchent la sécurité économique et sociale, ont en général davantage d’enfants. Mais leur nombre sans cesse croissant fait obstacle au développement, perpétuant ainsi la pauvreté.

La pauvreté, à son tour, est à l’origine d’une agression environnementale, qui résulte du fait que de plus en plus de pauvres vivent dans des zones vulnérables. Et l’agression environnementale favorise l’extension de la pauvreté et l’accélération de la croissance démographique.

“Les taux de croissance démographique influent sur la consommation et les modes de production de la société”, a noté M. Boutros Boutros-Ghali, secrétaire général de l’ONU.

“Au-delà d’un certain niveau, une croissance démographique insoutenable et intolérable peut avoir des effets négatifs sur les efforts de développement à l’échelle mondiale”, ajoute-t-il. “Par ailleurs, l’utilisation des ressources naturelles telles que l’eau, le bois, le combustible et l’air risque d’être profondément altérée. L’action gouvernementale dans des domaines tels que l’éducation et les soins de santé risque également d’être compromise”.

Quelques tendances fondamentales

Si la croissance démographique se ralentit progressivement, les prévisions de l’ONU indiquent que le nombre absolu d’êtres humains n’a pas fini de croître. Entre le milieu de 1993 et le milieu de 1994, selon les chiffres de l’Organisation, la population mondiale a augmenté de 86 millions.

A l’échelle mondiale, le phénomène ne tient pas seulement à des taux de natalité

**La croissance
démographique
à l'échelle
mondiale est
dramatiquement
déséquilibrée**

élevés. En fait, la fécondité a diminué dans la plupart des pays depuis quarante ans. Mais en raison de la baisse des taux de mortalité et du nombre de couples en âge de procréer, le nombre absolu de naissances continue d'augmenter.

La population mondiale pourrait doubler d'ici au milieu du prochain siècle, et les démographes disent que le phénomène se concentrerait à 95 % dans le monde en développement, en particulier la Chine, l'Afrique subsaharienne, l'Inde et l'Amérique centrale. 79 % de la population mondiale, soit 4,5 milliards de personnes, vivent déjà dans les zones les moins développées.

Il est prévu que le taux moyen annuel de croissance démographique dans les pays en développement, qui est actuellement de 1,9 %, tombera à 1,15 % dans le premier quart du prochain siècle. Même alors, il sera "très difficile d'élever les niveaux de vie et de réduire la pauvreté", note M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU.

Les pays développés connaissent en revanche un ralentissement démographique de caractère dramatique, et certains, comme la France, l'Italie et le Japon voient leur population effectivement baisser. Au total, le taux moyen annuel de croissance démographique a été évalué à 0,4 % environ pour les pays les plus développés.

La population et les femmes

Un élément clef des ordres du jour tant du Sommet social que de la Conférence sur la population est l'amélioration de la condition de la femme. De nombreux démographes et autres experts estiment que l'accès limité des femmes aux bénéfices du développement constitue la cause la plus importante de la rapide croissance démographique, et une cause primordiale de pauvreté.

Selon les évaluations de l'ONU, les femmes représentent environ 70 % des pauvres.

"Les préjugés sexuels", écrit Jodi L. Jacobson du Worldwatch Institute, "empêchent des centaines de millions de femmes de recevoir l'éducation, la formation, les soins de santé, les soins aux enfants, ainsi que d'obtenir le statut juridique qui leur seraient nécessaires pour

échapper à la pauvreté. Ils empêchent les femmes de transformer leur économie de subsistance de plus en plus instable en une économie qui ne serait pas contrainte de dévorer ses propres avoirs, en voie de diminution."

Le fait que les femmes se voient refuser l'accès aux ressources productives et au revenu familial les contraint souvent à attendre en grande partie de leurs enfants la sécurité économique et le statut social. Une telle situation engendre un cercle vicieux : des êtres humains en nombre croissant se disputent des ressources de plus en plus rares, ce qui entraîne la dégradation de l'environnement, et une pauvreté accrue.

"Il reste beaucoup à faire, dans l'ensemble du monde, pour améliorer la situation des femmes", a déclaré M. Boutros-Ghali, Secrétaire général de l'ONU. "Il est essentiel que le rôle des femmes soit pleinement compris dans les doctrines et les politiques qui devront contribuer au progrès social."

"Les femmes sont les victimes principales des problèmes sociaux et culturels, ainsi que du sous-développement", a-t-il ajouté. Cependant, dans toutes les sociétés, elles ont "un rôle déterminant à jouer à la fois pour assurer la continuité culturelle et pour mettre en œuvre le progrès social".

Une première mesure essentielle pour stabiliser la croissance démographique et atténuer la pauvreté, de l'avis de beaucoup, est d'obtenir une réduction volontaire de la natalité en offrant des moyens de planification familiale aux 120 millions de femmes, pour le moins, de pays en développement qui, d'après des études de l'ONU, sont désireuses de limiter le nombre de leurs enfants, mais n'ont pu jusqu'ici obtenir l'aide voulue.

Pour atteindre cet objectif, il est nécessaire d'accroître la productivité des femmes et le contrôle qu'elles exercent sur leurs propres ressources.

Population et emploi

Si certains économistes ont soutenu que la croissance démographique peut stimuler le développement, cet optimisme ne saurait s'appliquer à la plupart des pays en développement, où le gouvernement est fort en peine de fournir

Le développement doit redonner le pouvoir aux peuples et non les marginaliser

des emplois et des services à une population de plus en plus nombreuse qui se compose essentiellement de pauvres.

“Le nombre exceptionnellement important de jeunes, conséquence de taux de fécondité élevés, impose de créer des emplois productifs pour une main-d’œuvre qui augmente constamment dans un contexte de chômage déjà généralisé”, est-il noté dans le projet de programme d’action de la Conférence internationale sur la population.

La tendance croissante à la désintégration sociale, note M. Boutros-Ghali, secrétaire général, dans son rapport sur le Sommet social, “particulièrement dans les groupes les plus désavantagés et marginalisés”, résulte en grande partie de l’inégalité d’accès aux bénéfices du progrès économique.

“On est généralement d’accord pour reconnaître”, déclare-t-il, “que le meilleur moyen de lutter contre la pauvreté est de donner aux individus les moyens d’occuper des emplois suffisamment rémunérateurs pour faire vivre leur famille”.

Le Secrétaire général avertit également que si la pauvreté persiste ou s’aggrave, et si l’on ne prête pas suffisamment attention au sort des êtres humains, “les tensions politiques et sociales finiront par compromettre la stabilité”.

Il en résulterait “une aggravation générale des inégalités sociales, la fragmentation des sociétés et une polarisation selon les groupes de population ou les catégories de revenu”.

Urbanisation et vieillissement

Une source de préoccupation particulière réside dans l’urbanisation croissante de la population mondiale. Au cours des 40 dernières années, la population urbaine du Nord industrialisé a doublé, tandis qu’elle quintuplait dans les pays en développement.

Aujourd’hui, 51 % de la population vivent dans les villes; une proportion qui ne peut qu’augmenter encore, en grande partie du fait de la migration déterminée par des facteurs tels

que la pauvreté, l’agression environnementale et les conflits sociaux ou militaires.

“L’intensité et la rapidité de la concentration des populations dans les agglomérations urbaines ajoutent au sentiment d’inquiétude quant à la pérennité des modèles contemporains de consommation et de développement”, a déclaré le Secrétaire général de l’ONU. “Les villes et les grandes cités — source d’activité économique, d’innovation, de liberté et de culture — souffrent souvent aujourd’hui de problèmes de congestion, d’insuffisance des services publics et d’insécurité”.

Une autre source d’inquiétude tient au fait que si certaines sociétés deviennent non seulement plus nombreuses, mais aussi plus jeunes, d’autres deviennent plus âgées et moins nombreuses.

“La croissance démographique à l’échelle mondiale est dramatiquement déséquilibrée”, a dit l’historien Paul Kennedy. Par exemple, 60% de la population du Kenya se compose d’enfants de moins de 15 ans, et 20 % de celle de la Suède de personnes de plus de 65 ans.

Ce phénomène comporte des implications bien claires pour l’avenir, sur le plan non seulement des emplois, de l’éducation, des services de santé et du logement, mais aussi des divisions sociales.

“Il existe aujourd’hui une ligne de faille, démographique et technologique, qui coupe notre planète”, dit le professeur Kennedy. “D’un côté de cette ligne se situent les sociétés à croissance démographique rapide, composées d’adolescents, désavantagées sur le plan des ressources, du capital et de l’éducation; de l’autre se situent les sociétés riches, capables d’innovations technologiques, mais en voie de vieillissement et moribondes sur le plan démographique”.

Une nouvelle vision du développement

L’effort mené sous la direction de l’Organisation des Nations Unies pour harmoniser les stratégies de la population et du développe-

ment s'inscrit dans une campagne plus ambitieuse visant à réaffirmer la primauté du développement—ce que la Charte des Nations Unies entend par “favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande”.

Cette tâche, selon M. Boutros-Ghali, secrétaire général de l'ONU, n'exigera rien moins qu'une nouvelle vision du développement, avec l'objectif d'assurer une sécurité universelle, sur la base de l'équité et de la durabilité, tant pour la présente génération que pour celles qui lui succéderont.

James Gustave Speth, administrateur du Programme des Nations Unies pour le développement, exprime la même vue dans les termes suivants : “Le développement durable est un développement qui non seulement engendre la croissance économique, mais encore en répartit équitablement les bénéfices; qui régénère l'environnement au lieu de le détruire; qui affranchit au lieu de marginaliser. C'est un développement qui donne priorité aux pauvres, élargissant la gamme de leurs choix et de leurs possibilités et leur offrant le moyen de participer aux décisions qui retentissent sur leurs existences. C'est un développement qui favorise l'être humain, la nature, la création d'emplois et les femmes.”

La Conférence sur la population et le Sommet social surviennent à un moment de profonde appréhension collective, alors que le spectre d'une troisième guerre mondiale a été remplacé par une incertitude nouvelle : l'hu-

manité peut-elle survivre aux conséquences écologiques et sociales d'une rapide croissance démographique, d'une production et d'une consommation fondées sur le gaspillage, et du militarisme ?

“Le monde ne connaîtra jamais la paix à moins que les individus ne jouissent de la sécurité dans leur vie quotidienne”, selon les auteurs du *Rapport sur le développement humain, 1994*, étude menée pour le compte du Programme des Nations Unies pour le développement. “Les conflits futurs pourraient souvent avoir lieu au sein même des nations plutôt qu'entre plusieurs nations, et les origines en seront profondément ensevelies dans des privations et inégalités socio-économiques de plus en plus marquées. La recherche de la sécurité dans un tel contexte réside dans le développement, non dans les armements.”

La situation présente une urgence particulière en raison de ce que le Secrétaire général a nommé la crise du développement, qui a son origine dans divers facteurs, dont un cas extrême de “fatigue des donateurs” postérieur à la fin de la guerre froide.

La crise surgit tandis que se multiplient les exemples de nations en détresse—la Bosnie, la Somalie, le Rwanda, pour ne citer que les plus récents—, dont la chute rapide dans l'anarchie préfigure aux yeux de certains experts le sort qui pourrait attendre en dernier lieu des parties de la planète de peuplement plus dense, à moins que les tendances politiques, économiques et démographiques actuelles ne soient renversées.